



Statistique Canada

Rapport sur le rendement

Pour la période se terminant
le 31 mars 1998

Canada

Présentation amélioré des rapports au Parlement

Document pilote

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en plusieurs parties. Commenant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder.

Le *Rapport sur les plans et les priorités* fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes qui sont principalement axés sur une planification plus stratégique et les renseignements sur les résultats escomptés.

Le *Rapport sur le rendement* met l'accent sur la responsabilisation basée sur les résultats en indiquant les réalisations en fonction des prévisions de rendement et les engagements à l'endroit des résultats qui sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités*.

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue BT31-4/12-1998

ISBN 0-660-60677-1



Avant-propos

Le 24 avril 1997, la Chambre des communes a adopté une motion afin de répartir, dans le cadre d'un projet pilote, le document antérieurement désigné comme la *Partie III du Budget principal des dépenses* pour chaque ministère ou organisme en deux documents, soit le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Cette décision découle des engagements pris par le gouvernement d'améliorer l'information fournie au Parlement sur la gestion des dépenses. Cette démarche vise à mieux cibler les résultats, à rendre plus transparente l'information fournie et à moderniser la préparation de cette information.

Cette année, le rapport d'automne sur le rendement comprend 80 rapports ministériels sur le rendement ainsi que le rapport du gouvernement intitulé *Une gestion axée sur les résultats*.

Ce *Rapport ministériel sur le rendement*, qui couvre la période se terminant le 31 mars 1998, porte sur une responsabilisation axée sur les résultats en signalant les réalisations par rapport aux attentes en matière de rendement et aux engagements en matière de résultats énoncés dans la *Partie III du Budget principal des dépenses* ou le projet pilote de *Rapport sur les plans et priorités* pour 1997-1998. Les principaux engagements en matière de résultats pour l'ensemble des ministères et organismes sont aussi inclus dans *Une gestion axée sur les résultats*.

Il faut, dans le contexte d'une gestion axée sur les résultats, préciser les résultats de programme prévus, élaborer des indicateurs pertinents pour démontrer le rendement, perfectionner la capacité de générer de l'information et soumettre un rapport équilibré sur les réalisations. Gérer en fonction des résultats et en rendre compte nécessitent un travail soutenu dans toute l'administration fédérale.

Le gouvernement continue de perfectionner et de mettre au point tant la gestion que la communication des résultats. Le perfectionnement découle de l'expérience acquise, les utilisateurs fournissant au fur et à mesure des précisions sur leurs besoins en information. Les rapports sur le rendement et leur utilisation continueront de faire l'objet d'un suivi pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins actuels et en évolution du Parlement.

Ce rapport peut être consulté par voie électronique sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca/tb/fkey.html>

Les observations ou les questions peuvent être adressées au gestionnaire du site Internet du SCT ou à l'organisme suivant :

Secteur de la planification, du rendement et des rapports
Secrétariat du Conseil du Trésor
L'Esplanade Laurier
Ottawa (Ontario) Canada
K1A 0R5
Téléphone : (613) 957-7042
Télécopieur : (613) 957-7044



Statistique Canada

Rapport sur le rendement

**pour la période
se terminant
le 31 mars 1998**

John Manley,

Ministre de l'Industrie

Table des matières

Sommaire exécutif	5
SECTION I:	
Message du Ministre	7
SECTION II:	
Énoncé de mission	9
Environnement opérationnel	9
Partenaires	11
SECTEURS D'ACTIVITÉ DE STATISTIQUE CANADA	
Objectif	13
1. Statistique économique et sociale	13
1. Statistique économique	13
2. Statistique sociale	14
2. Statistique du recensement de la population	14
Organigramme des secteurs de programme et des secteurs d'activité	16
SECTION III: RENDEMENT DE L'ORGANISME	
A. Attentes en matière de rendement	16
Réalizations en matière de rendement	19
Rendement de l'organisme	19
Pertinence du programme	19
Améliorations des programmes résultant des commentaires en retour des utilisateurs	19
Rôle joué par le Programme dans la prise de décisions stratégiques	21
Analyse des questions de fond	22
Utilisation des produits statistiques	24
Les ventes	24
Le partenariat	24
Les mentions dans les médias	26
Les mesures de la satisfaction des clients	26
Diffusion des produits	28
Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion	28
Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques	28
Mesures de la fréquence du respect des dates de diffusion préétablies	29
Accès par l'intermédiaire d'Internet	30
Contenu du site Web de Statistique Canada	31
Contacts des clients avec les bureaux régionaux	32
Qualité des données	32
Existence de descripteurs de la qualité et de notes techniques	32
Contrôle du fardeau de réponse	33
Calcul du fardeau de réponse	33
Utilisation des données administratives pour remplacer les enquêtes	34
Taux de réponse	34
Évolution d'autres moyens de déclaration et de collecte des données	35
Maintenir l'infrastructure du savoir	36
Sondage d'opinion auprès des employés	36

Taux de roulement des employés	36
Investissement dans la formation des employés	37
Question de gestion	37
Préparation en prévision de l'an 2000	37

SECTION IV: SUPPLÉMENT D'INFORMATION

A. Examens principaux	39
B. Tableaux sur le sommaire financier	40
C. Centres de consultation régionaux	44
D. Mandat législatif	45
E. Énoncé des priorités et planification à long terme	46
F. Certains indicateurs sociaux et économiques importants produits par Statistique Canada et leurs utilisations	48

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Statistique Canada est l'organisme statistique central du Canada chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Le présent rapport donne un aperçu de la mission et des priorités de Statistique Canada de même que des activités qu'il mène dans deux grands secteurs d'activités, soit la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population. Il traite aussi de la mesure du rendement de l'organisme en fonction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

En 1998-1999, Statistique Canada a fait des progrès sur plusieurs plans. On a reconnu qu'il y avait de nouveaux besoins de renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des peuples autochtones. L'organisme élabore actuellement des façons appropriées d'améliorer les enquêtes et crée de nouvelles enquêtes afin de répondre à ces besoins. De plus, de nouvelles façons d'améliorer et d'accroître l'étendue des enquêtes ont été conçues dans le cadre du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales de manière à favoriser la formule d'allocation de la taxe de vente harmonisée.

Conformément à la nouvelle structure de planification, de rapport et de responsabilité, Statistique Canada a élargi son cadre de mesure de rendement, et le présent rapport reflète ce changement avec l'introduction de nouveaux indicateurs utilisés pour exposer l'état de la situation.

Il s'agit du troisième rapport de rendement de l'organisme, et de grandes améliorations ont été apportées depuis notre premier rapport. L'organisme reconnaît que rendre compte du rendement constitue un processus non stationnaire et il continuera à mettre les efforts nécessaires pour l'améliorer au cours de la prochaine année.

SECTION I :

Message du Ministre

Le Canada est bien placé pour devenir un chef de file dans la nouvelle économie du savoir. Notre gouvernement travaille avec le secteur privé pour faire face aux défis inhérents à la transition vers cette économie. En nous concentrant sur les défis de l'économie concurrentielle du XXI^e siècle, nous pouvons concrétiser le potentiel du Canada et stimuler la création d'emplois et la croissance économique pour le plus grand bien de nos citoyens. Regroupant 13 ministères et organismes poursuivant des buts et objectifs complémentaires, le Portefeuille de l'Industrie joue un rôle de premier plan pour aider les Canadiens à faire de cette vision une réalité.

En 1997-1998, les activités du Portefeuille de l'Industrie portaient principalement sur trois domaines, chacun d'une importance capitale pour la vitalité économique du pays, maintenant et pour le siècle à venir:

- promouvoir l'innovation scientifique et technologique;
- aider les entreprises à croître, en leur fournissant informations, conseils et appui financier;
- créer un marché équitable, efficace et concurrentiel.

Les rapports sur le rendement des organismes membres du Portefeuille illustrent leur apport collectif à la réalisation de ces objectifs.

Il me fait plaisir de présenter le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1998. Dans la *Partie III* du *Budget des dépenses* de 1997-1998, Statistique Canada précisait ses objectifs stratégiques de même que les plans qu'il s'était fixés pour les réaliser au cours de l'exercice. Le présent rapport fait état des réalisations de Statistique Canada par rapport aux plans établis et démontre sa contribution pour réaliser les objectifs du Portefeuille et du gouvernement dans son ensemble.

Les 13 organismes membres du Portefeuille de l'Industrie :

Agence de promotion du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission du droit d'auteur du Canada
Conseil canadien des normes*
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches du Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

* Ne sont pas tenus de soumettre des rapports sur les plans et les priorités.

L'honorable John Manley

SECTION II : APERÇU DE L'ORGANISME

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Statistique Canada est également appelé à diriger l'appareil statistique du pays et à coordonner ses activités. En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit également fournir des données à des fins particulières (voir la section IV « Supplément d'information »).

Énoncé de mission

La mission de Statistique Canada est d'informer les citoyens, les entreprises et les administrations publiques du Canada sur l'évolution de la société et de l'économie, et de promouvoir un appareil statistique national de grande qualité.

Environnement opérationnel

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, comme de l'information sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. Aux termes de la Constitution canadienne, c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de produire des statistiques. Aux termes de la *Loi sur la statistique*, le Parlement a désigné Statistique Canada comme étant l'organisme central chargé de produire ces statistiques.

Le statisticien en chef relève du ministre de l'Industrie. Toutefois, traditionnellement, le Ministre et les autorités gouvernementales respectent l'autonomie de Statistique Canada. Les autorités gouvernementales établissent le budget total du Bureau, mais le statisticien en chef définit les priorités dans les limites du budget, d'après une analyse minutieuse des besoins des utilisateurs de données.

La collecte de l'information suppose un partenariat avec tous les Canadiens. Ces derniers y contribuent et en profitent. Statistique Canada recueille d'abord de l'information dans le cadre d'enquêtes et en accédant à des documents administratifs. Puis, après avoir dépouillé et analysé cette information, il la communique par le biais d'une vaste gamme de produits d'information.

La structure du Programme de Statistique Canada a de tout temps permis de fournir des statistiques macroéconomiques, microéconomiques et sociodémographiques, ainsi que des renseignements statistiques sur les institutions publiques et les programmes. De telles données n'ont rien perdu de leur pertinence. Cependant, les questions de l'heure engendrent une demande soutenue de nouveaux types de données (par exemple, on a exprimé le besoin d'améliorer les renseignements sur l'éducation et la transition entre l'école et le marché du travail, la santé des Canadiens et le système qui la soutient, les effets de la mondialisation, le fonctionnement de l'économie canadienne, les facteurs influant sur la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux, l'incidence de la science et de la technologie, l'issue des programmes gouvernementaux et la situation de diverses sous-populations de la société canadienne).

Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada en comblant de tels besoins en information constitue l'un des principaux objectifs de l'organisme. Pour maintenir le haut niveau de pertinence du programme, Statistique Canada s'appuie sur deux mécanismes fondamentaux, à savoir :

A. Les conseils prodigués par les organismes consultatifs externes suivants :

◆ *Conseil national de la statistique*

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur tout l'éventail des activités de Statistique Canada, en particulier en ce qui a trait aux priorités du Programme dans son ensemble.

◆ *Comités consultatifs professionnels*

Dans d'importants domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine continuellement les produits statistiques de l'organisme et aide à fixer les priorités et à accroître la pertinence des programmes.

◆ *Liens bilatéraux avec des ministères fédéraux clés*

Statistique Canada entretient des rapports bilatéraux constants et étroits avec des ministères et des organismes fédéraux clés, dont les ministères des Finances, de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, des Transports, du Revenu (Impôt et Douanes), du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ces liens bilatéraux permettent de mieux constater les besoins des divers ministères et leurs priorités respectives en matière d'information.

◆ *Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)*

Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 12 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales¹.

1. Trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être soulignées :

Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des provinces et du secteur privé et le statisticien en chef du Canada.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, qui se compose de sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Étant donné la nature de ces mécanismes de consultation et la portée de leur examen, les conseils reçus touchent à la longue pratiquement tous les programmes de Statistique Canada.

- B. Le système rigoureux de planification et de contrôle du rendement du Bureau et les processus connexes.

Le système de planification et de contrôle du rendement a pour objectif de maintenir l'efficacité du programme global et de chacune de ses composantes. À cette fin, le système poursuit quatre grands objectifs, à savoir :

- 1) évaluer les programmes du Bureau et leurs ressources afin de les adapter aux priorités et aux besoins changeants des clients, de saisir les opportunités qui se présentent et de faire face aux pressions opérationnelles, tout en réduisant au minimum les conséquences négatives des compressions budgétaires quand elles surviennent;
- 2) cerner et résoudre les problèmes de portée générale qui ont une incidence sur les politiques et les pratiques en matière de technologie et de gestion;
- 3) promouvoir l'innovation et l'efficacité;
- 4) contrôler le rendement des programmes réguliers et des principaux projets afin de déterminer si les résultats sont ceux attendus et s'ils sont conformes aux objectifs du Bureau.

Grâce à la réalisation de ces objectifs, le processus établit le lien entre la répartition des ressources, d'une part, et les plans stratégiques et opérationnels ainsi que le rendement des programmes, d'autre part. Le Bureau considère comme prioritaires les programmes, méthodes ou domaines de gestion qui nécessitent le plus d'attention durant la période de planification. L'urgence des investissements est évaluée en fonction tant de l'importance intrinsèque des améliorations que des degrés respectifs de bon état. (Veuillez consulter la section IV sur l'établissement des priorités et sur la planification à long terme.)

Partenaires :

Statistique Canada est toujours attentif à ses nombreux partenaires et à leurs besoins en matière d'information. Au nombre de ses partenaires, on retrouve :

- ◆ **Le gouvernement** : Les décisions en matière de politiques et de programmes donnent lieu à de nouvelles demandes de renseignements statistiques, et les décisions administratives et budgétaires du gouvernement influent sur la façon dont le Bureau peut répondre aux demandes.
- ◆ **Les ministères et organismes fédéraux** : La plupart des ministères font grand usage des données de Statistique Canada et plusieurs d'entre eux lui fournissent également de nombreuses données administratives.
- ◆ **Les administrations provinciales et territoriales** : À l'instar de l'administration fédérale, les administrations provinciales et territoriales comptent beaucoup sur les données que Statistique Canada peut produire dans tous les domaines dont il est chargé; elles lui fournissent également beaucoup de données sur la santé, l'éducation et la justice.

- ◆ ***Les entreprises et les syndicats*** : Les entreprises et les syndicats sont d'importants utilisateurs des renseignements produits par le Bureau, et le fardeau que représentent les enquêtes pour le monde des affaires est un important facteur de la conception des programmes.
- ◆ ***Le secteur universitaire*** : Le secteur universitaire fait grand usage des données de Statistique Canada à des fins de recherche et d'enseignement; il est aussi considéré par le Bureau comme une source de consultation importante.
- ◆ ***Le public et les médias*** : Les renseignements de base que recueille Statistique Canada sur la société canadienne – notamment sur la croissance économique, l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et plusieurs autres questions – sont en grande partie communiqués au public par l'intermédiaire des médias.
- ◆ ***Les organismes étrangers et internationaux*** : Statistique Canada entretient des rapports étroits avec des organisations scientifiques et intergouvernementales internationales afin de partager une expertise professionnelle et d'encourager le recours à des pratiques, des normes et des concepts communs. L'appartenance du Canada à des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, requière que les produits du Bureau soient conformes aux normes internationales afin que les données sur les phénomènes sociaux et économiques du Canada puissent toujours être comparées à celles d'autres pays.
- ◆ ***Les autres groupes clients*** : Statistique Canada doit également tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs, dont les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêts spéciaux.

Statistique Canada diffuse ses renseignements par des communiqués et des publications, par des moyens électroniques et sous forme de réponses à des demandes directes. Il offre en outre, suivant une formule de recouvrement des coûts, des produits et services spécialisés, comme des conseils sur la conception et la mise en oeuvre de projets de collecte de données pour les ministères et organismes fédéraux. (Veuillez consulter la section IV sur les produits statistiques, leurs utilisateurs et l'utilisation qu'on peut en faire.)

SECTEURS D'ACTIVITÉ DE STATISTIQUE CANADA

Objectif

Statistique Canada a pour objectif de fournir des renseignements statistiques complets et pertinents sur la structure économique, démographique et sociale du Canada pour étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes et pour faciliter la prise de décisions.

Description

Pour mieux faire comprendre son programme, Statistique Canada a regroupé ses activités en deux grands secteurs d'activité : la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population.

1. Statistique économique et sociale

Statistique économique et sociale

Dépenses prévues	224 412 536 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>260 300 157 \$</i>
Dépenses réelles de 1997-1998	258 116 579 \$

Explication de l'écart entre les des dépenses prévues et les autorisations totales

Les autorisations totales de dépenser pour l'exercice de 1997-1998 sont de 35,9 millions de dollars plus élevées que le total des dépenses prévues de 1997-1998, ce qui équivaut à un écart de 16 %. Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaires pour améliorer les statistiques économiques provinciales et pour la réalisation d'une enquête relative aux pensions alimentaires pour enfants et une enquête en matière de violence familiale.

Objectif

Ce secteur d'activité comporte deux volets. Le premier volet fournit des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada à l'échelle nationale et internationale. Le deuxième volet fournit des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, sur leur participation à la population active et sur les systèmes et les établissements qui leur fournissent des services dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation.

Description

Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle. Il est important de noter que la ligne qui sépare ces deux secteurs de service est floue : l'emploi et le chômage sont des phénomènes tant sociaux qu'économiques, au même titre que l'éducation, le coût de la vie, l'inflation, etc.

1. Statistique économique

Ce secteur de service fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système de comptabilité nationale du Canada. Ce système permet de mesurer la

performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements sur la structure de l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques économiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques industrielles et internationales. Le Système de comptabilité nationale sert également de cadre de comparaison des séries statistiques particulières afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur de service porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Elle fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

En outre, elle fournit de l'information sur le volume et les incidences financières des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, de même que sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales et sur la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

2. Statistique sociale

La première composante de ce secteur de service fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui peuvent contribuer à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La deuxième composante de ce secteur de service fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

2. Statistique du Recensement de la population

Statistique du Recensement de la population

Dépenses prévues	37 855 464 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>37 050 759 \$</i>
Dépenses réelles de 1997-1998	36 709 643 \$

Objectif

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit des renseignements détaillés sur les sous-populations et des renseignements détaillés se rapportant à de petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques, s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

Organigramme des secteurs de programme et des secteurs d'activité

Le ministre de l'Industrie est responsable de Statistique Canada. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par six statisticiens en chef adjoints (SCA) : trois sont responsables de programmes statistiques et trois, de services techniques et de gestion. Le tableau suivant indique les rapports entre les deux principaux secteurs d'activité du Programme de Statistique Canada et la structure organisationnelle. Il expose également en détail les ressources de 1997-1998 par secteur de programme et par secteur d'activité.

Tableau 1. Ressources de 1997-1998 par secteur de programme et par secteur d'activité

(comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles, en millions de dollars)

Secteurs d'activité	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA Services de gestion	Sous-totaux	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Pourcentage du	
	Statistique sociale, des institutions et du travail	Statistique du commerce et des entreprises	Études analytiques et comptes nationaux	Communications et opérations	Informa-tique et méthodo-logie				Totaux	TOTAL
Statistique économique et sociale	23,5	45,3	23,3	73,9	38,9	81,2	286,1	61,7	224,4	86%
	<i>29,1</i>	<i>51,0</i>	<i>26,9</i>	<i>79,3</i>	<i>52,2</i>	<i>81,6</i>	<i>320,1</i>	<i>59,8</i>	<i>260,3</i>	<i>88%</i>
	31,2	52,7	27,5	78,9	50,0	69,1	309,4	51,3	258,1	88%
Statistique du Recensement de la population	24,8	0,0	0,0	4,1	18,6	2,7	50,2	12,3	37,9	14%
	<i>26,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3,2</i>	<i>18,3</i>	<i>3,1</i>	<i>51,3</i>	<i>14,2</i>	<i>37,1</i>	<i>12%</i>
	25,0	0,0	0,0	3,8	18,4	3,0	50,2	13,5	36,7	12%
Ensemble du Programme	48,3	45,3	23,3	78,0	57,5	83,9	336,3	74,0	262,3	100%
	<i>55,8</i>	<i>51,0</i>	<i>26,9</i>	<i>82,5</i>	<i>70,5</i>	<i>84,7</i>	<i>371,4</i>	<i>74,0</i>	<i>297,4</i>	<i>100%</i>
	56,2	52,7	27,5	82,7	68,4	72,1	359,6	64,8	294,8	100%

Nota : Les chiffres en caractère ordinaire indiquent les dépenses prévues pour 1997-1998, les chiffres en italiques indiquent les autorisations totale pour 1997-1998 (budget des dépenses et supplémentaires et autres autorisations) et les chiffres en caractère gras indiquent les dépenses et les recettes réelles de 1997-1998.

SECTION III : RENDEMENT DE L'ORGANISME

A. Attentes en matière de rendement

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information de nature statistique. L'efficacité de Statistique Canada dépend de sa crédibilité, de la pertinence de son information, de la qualité et de l'accessibilité de ses produits, du respect de normes professionnelles élevées ainsi que du contrôle du fardeau des répondants.

Statistique Canada s'engage à atteindre, dans ses deux secteurs d'activité, les résultats clés qui apparaissent dans le tableau suivant. Ce tableau fait ressortir les mesures du rendement dont il entend se servir pour surveiller l'atteinte de ses objectifs.

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens :	Comme en témoignent :
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadienne qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décision; • sensibles aux problèmes nouveaux; • de haute qualité; <p>et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et naissants; • maintenir une infrastructure nationale d'information statistique. 	<p>Pertinence du programme :</p> <p>l'utilisation de statistiques pour formuler les politiques et prendre des décisions; la production de nouvelles données statistiques dans les domaines requis pour élaborer des politiques et prendre des décisions; la production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada; la mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs;</p> <p>Diffusion des produits :</p> <p>la diffusion rapide de macro-indicateurs socioéconomiques de haute qualité; les révisions peu nombreuses et peu importantes des principaux indicateurs; la production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues.</p> <p>Qualité de l'information :</p> <p>la disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques;</p> <p>Contrôle du fardeau de réponse :</p> <p>les niveaux de fardeau de réponse; l'utilisation de données administratives; l'utilisation de nouvelles méthodes et technologies;</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques :</p> <p>les projets de gestion de ressources humaines.</p>

L'évaluation du rendement en regard des engagements susmentionnés se fera grâce aux indicateurs suivants :

Évaluation du rendement en regard des engagements :	Indicateurs de rendement :	Réalisations indiquées à la page
<p>Pertinence du programme :</p> <p>Utilisation de statistiques pour formuler les politiques et prendre des décisions. Production de nouvelles données statistiques dans les domaines requis pour élaborer des politiques et prendre des décisions. Production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada. Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>Diffusion des produits :</p> <p>Diffusion rapide de macro-indicateurs socioéconomiques de haute qualité. Révisions peu nombreuses et peu importantes des principaux indicateurs. Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues.</p> <p>Qualité de l'information :</p> <p>Disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques.</p> <p>Contrôle du fardeau de réponse :</p> <p>Niveaux de fardeau de réponse. Utilisation des données administratives. Utilisation de nouvelles méthodes et technologies.</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques :</p> <p>Projets de gestion de ressources humaines.</p>	<p>Pertinence du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs. 19 • Rôle joué par le Programme dans la prise de décisions stratégiques. 21 • Analyse des questions de fond. 22 • Utilisation des produits et services statistiques, y compris : <ul style="list-style-type: none"> – les ventes, 23 – le partenariat, 24 – les mentions dans les médias, 26 – les mesures de la satisfaction des clients. 26 <p>Diffusion des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion. 28 • Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques. 28 • Mesures de la fréquence du respect des dates de diffusion préétablies. 29 • Accès aux produits et aux services d'information, y compris : <ul style="list-style-type: none"> • les raccordements à Internet; 30 • l'accès gratuit aux données statistiques élémentaires; 31 • les contacts des clients avec les bureaux régionaux. 32 <p>Qualité des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence de descripteurs de la qualité et de notes techniques. 32 <p>Contrôle du fardeau de réponse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Calcul du fardeau de réponse. 33 • Utilisation des données administratives pour remplacer les enquêtes. 34 • Taux de réponse. 34 • Évaluation d'autres moyens de déclaration et de collecte des données. 35 <ul style="list-style-type: none"> • Sondage d'opinion auprès des employés. 36 • Taux de roulement des employés. 36 • Investissement dans la formation des employés. 37 	

Réalisations en matière de rendement

Rendement de l'organisme

Les mesures du rendement suivantes déterminent les réalisations de Statistique Canada en 1997-1998.

Pertinence du programme

Statistique Canada s'engage à produire des renseignements statistiques pertinents aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Il faut accorder une attention soutenue pour veiller à la pertinence du programme en regard des changements économiques, sociaux et démographiques. On a élaboré plusieurs mesures de rendement que l'on présente pour rendre compte des réalisations de l'organisme.

Améliorations des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs

- *Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction de l'examen des programmes et des conseils reçus de l'extérieur*

Statistique Canada s'appuie sur plusieurs mécanismes consultatifs qui contribuent à l'examen permanent de ses produits statistiques. Les exemples suivants fournissent une indication de leur influence sur les programmes de Statistique Canada.

Conseil national de la statistique — Composé de Canadiens de marque venant de différents horizons, le Conseil ne prend aucune décision et n'établit aucune politique. Cependant, ses délibérations apportent beaucoup de poids aux décisions prises par le Statisticien en chef et ses collègues. Cela est vrai en ce qui concerne les priorités statistiques générales — qui ont constamment fait l'objet de discussions avec le Conseil au fil des ans — et certaines questions statistiques de nature délicate. Ainsi, lors de sa dernière réunion, le Conseil a étudié une proposition pour élargir une recherche où se posent des questions délicates entourant le compromis à faire entre la protection de la vie privée des gens et les avantages possibles pour la santé des Canadiens du fait du couplage des enregistrements individuels. Les points de vue exprimés par les membres du Conseil ont constitué un facteur important dans la détermination des orientations futures du projet. Le Conseil est consulté sur une vaste gamme de sujets et ses conseils influent sur toutes les décisions entourant les grands programmes et les grandes politiques.

Estimations démographiques — On a procédé, en janvier 1998, à une révision importante des éléments de l'une des composantes du système des estimations démographiques, soit l'estimation du nombre de résidents non permanents, à la suite de consultations auprès du Comité fédéral-provincial de la démographie ainsi que du Comité consultatif de la statistique et des études démographiques. La nouvelle estimation repose sur des renseignements administratifs plus complets et, par conséquent, améliore la précision des estimations démographiques.

Statistiques sur l'éducation — Le programme de statistiques de l'éducation a élaboré un plan stratégique en consultation avec les ministres de l'Éducation provinciaux et territoriaux et d'autres intervenants en éducation. Le plan stratégique a été approuvé par le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation en septembre 1997. Afin que le programme de statistiques de l'éducation soit plus pertinent aux questions stratégiques en éducation, le plan visait la nécessité d'améliorer la qualité des données des statistiques existantes sur l'éducation, pour l'élaboration d'indicateurs de l'éducation et pour de nouvelles

enquêtes visant à combler les lacunes de données. Les questions de qualité sont actuellement étudiées avec les provinces et les territoires. On a formulé des propositions visant à élaborer des données pour éclairer les questions stratégiques et ces propositions sont actuellement à l'étude dans le cadre d'une nouvelle initiative de financement visant à combler les lacunes statistiques prioritaires.

Statistiques des sciences et de la technologie — Un cadre conceptuel du projet de statistiques des sciences et de la technologie a été conçu en étroite collaboration avec le Comité consultatif sur la statistique des sciences et de la technologie de Statistique Canada et Industrie Canada. Des propositions concrètes, reflétant la vision et les priorités de ce cadre de travail, sont actuellement établies dans un plan stratégique de cinq ans. En prévision de la stratégie, de nouvelles enquêtes ont été menées et les enquêtes existantes ont été améliorées après discussion avec les groupes d'utilisateurs. En voici des exemples : mesure de l'innovation dans des industries de services choisis; utilisation prévue et réelle des biotechnologies; et commercialisation de la propriété intellectuelle issue des universités et d'organismes et ministères fédéraux choisis.

Statistique culturelle — Le Comité consultatif national de la statistique culturelle fait deux fois par année la révision des plans, des priorités et des activités de statistique du programme de la statistique culturelle et contribue ainsi à l'établissement des orientations stratégiques et opérationnelles des activités. Se basant sur l'expérience professionnelle de ses membres dans le milieu de la culture, il a recommandé que le programme donne la plus haute priorité de l'exercice en cours à l'élaboration de mesures qui permettraient d'évaluer les répercussions économiques des activités culturelles et à l'exploitation accrue de l'information dont Statistique Canada dispose sur la demande de biens et services culturels de la part des consommateurs. Le programme cherche à atteindre ces priorités conformément aux recommandations du Comité.

Recensement de la population — Bien que le contenu général du Recensement de la population soit demeuré relativement constant depuis 1971, Statistique Canada continue de modifier les questions du recensement afin de se plier aux besoins en information au moment où nous allons franchir le XXI^e siècle. En vue du Recensement de 2001, le processus de consultation a vu la tenue de 65 réunions partout au pays, en plus de consultations par l'intermédiaire du site Internet de l'organisme. Les résultats de ces consultations permettent d'élaborer un ensemble de propositions de questions de recensement qui seront soumises au Conseil des ministres en 1999 pour revue et approbation.

Rôle joué par le Programme dans la prise de décisions stratégiques

Comblent les lacunes de données en soutien au règlement des questions stratégiques

À partir de 1998-1999, Statistique Canada élaborera et mettra en œuvre un certain nombre de nouvelles initiatives visant à combler les besoins en renseignements statistiques indiqués par le comité de recherche stratégique du gouvernement fédéral. Cela mènera à des améliorations dans les enquêtes et à l'élaboration de nouvelles enquêtes visant à soutenir les grandes priorités. Voici les quatre thèmes qui ont été dégagés :

- ◆ **L'économie axée sur le savoir** — Porter une attention au rôle du savoir et des compétences dans l'économie et sur le marché du travail.
- ◆ **Croissance économique** — Centre tant de la richesse que de la création d'emplois, de nombreux aspects de la croissance ne sont pas encore clairement compris. Il faut porter attention aux secteurs suivants : les facteurs déterminant la croissance de la productivité, le commerce, l'investissement international et la croissance, les questions d'environnement, le développement durable et le rôle des nouvelles technologies ainsi que les répercussions du vieillissement de la population sur la performance économique.
- ◆ **Cohésion sociale** — Parmi les défis à relever au chapitre de la cohésion sociale, il y a les problèmes liés à la polarisation du revenu, l'accès à la technologie de l'information, le rôle du secteur des organismes sans but lucratif et le bénévolat.
- ◆ **Développement humain** — D'importantes questions surviennent quant aux facteurs déterminant les transitions réussies : de l'enfance à l'école, des études au marché du travail, entre l'emploi, le chômage et le fait d'élever une famille et du marché du travail à la retraite.

Enquête auprès des peuples autochtones

Les initiatives sur la cohésion sociale (sujet présenté précédemment) et sur d'autres recherches stratégiques ont mis en évidence comme lacune statistique majeure des besoins en renseignements plus fréquents et plus détaillés sur la population autochtone du Canada. En janvier 1998, réagissant aux rapports de la Commission royale sur les peuples autochtones, le gouvernement du Canada a déposé son document *Rassembler nos forces* — Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones, et a confié à Statistique Canada la mission de coordonner l'Enquête auprès des peuples autochtones conjointement avec le Recensement de 2001.

Maturité scolaire dans l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

En septembre 1997, le discours du Trône mentionnait cette intention : « Il mesurera la maturité scolaire de nos enfants et fera des rapports périodiques qui permettront d'évaluer les progrès accomplis pour leur donner les meilleures chances de départ dans la vie. »

Un récent rapport du gouvernement fédéral indiquait cinq composantes de la maturité scolaire. On a déterminé l'information servant à l'examen de ces composantes non présentes dans le contenu actuel de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) et des activités (particulièrement l'ajout de questions et l'augmentation de la taille de l'échantillon de l'enquête) sont en cours afin de combler ces lacunes dans le cadre de l'élaboration du prochain cycle de l'enquête.

Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales

Le but du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales consiste à grandement améliorer l'exactitude et le niveau de détail des statistiques économiques provinciales. Un ensemble complet de comptes économiques provinciaux, y compris les comptes d'entrée-sortie, sera produit tous les ans. Cela devrait donner de meilleures analyses de données économiques selon la province. L'élan pour ce projet vient de l'entente entre le gouvernement du Canada et trois provinces de l'Atlantique (le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve) concernant l'harmonisation des taxes de vente. Les recettes de la taxe combinée sont perçues par Revenu Canada puis réparties entre les quatre gouvernements selon une formule d'attribution des recettes spécifique basée principalement sur des statistiques globales compilées par Statistique Canada. La diffusion des produits détaillés du projet devrait commencer au cours de la deuxième moitié de l'an 2000 et se poursuivre sur une base annuelle.

Analyse des questions de fond

Statistique Canada s'efforce de se tenir au fait des questions et des problèmes nouveaux qui peuvent influencer sur l'économie et la société canadiennes et d'utiliser les grands progrès réalisés dans les connaissances découlant de la recherche universitaire. Voici un bref exposé de certaines analyses que l'organisme a terminées récemment.

Équité entre les générations

Un ensemble d'essais axés sur les répercussions de la politique fiscale sur l'équité entre les générations a maintenant été publié par Statistique Canada. Les auteurs trouvent : (1) que l'actuelle politique fiscale établit un équilibre entre les générations; (2) que les changements survenus dans les impôts et les transferts au cours des deux dernières décennies ont aidé les jeunes, mais plus particulièrement les personnes âgées; (3) que les iniquités à l'intérieur des générations peuvent être plus marquées que les iniquités entre les générations. La multitude de réformes, allant des taux d'imposition du revenu des particuliers au système d'assurance-emploi, ont entraîné une légère augmentation nette des paiements de transfert du gouvernement à deux principaux groupes : les personnes âgées de plus de 60 ans et, dans une moins grande mesure, les jeunes âgés de 15 à 24 ans (les personnes âgées ont été les plus importants bénéficiaires des réformes du système canadien d'imposition et des transferts gouvernementaux entre 1984 et 1995).

Préoccupations concernant l'échec : Les faillites d'entreprise au Canada

Une récente étude basée sur une enquête spéciale sur les faillites d'entreprise au Canada complète un travail antérieur sur les causes de la faillite des nouvelles entreprises. L'étude détermine que les problèmes les plus fondamentaux qui mènent à la faillite des entreprises sont généralement liés à la piètre qualité des compétences en gestion et, en particulier, de lacunes importantes dans le secteur de la gestion financière. De 10 entreprises en faillite, il y en a 7 dont la faillite découle d'une mauvaise planification financière. Trois problèmes en particulier reviennent régulièrement : une structure financière déséquilibrée (avec un manque de capitaux propres), une inaptitude à gérer le fonds de roulement et la sous-capitalisation.

Stabilité d'emploi au Canada

Les années 90 ont été marquées par la préoccupation du public quant aux réductions d'effectifs, aux mises à pied et à la réduction de la stabilité d'emploi. Un ouvrage publié auparavant indiquait qu'au moins jusqu'au milieu des années 90, parmi les emplois *rémunérés*, la probabilité de mise à pied n'avait pas augmenté et la durée d'emploi moyenne n'avait pas diminué, comme de nombreux observateurs auraient pu s'y attendre. La hausse du chômage au début des années 90 était due à plusieurs autres facteurs, principalement à une forte diminution du taux d'embauche.

Un travail plus récent dans ce domaine prolongeait l'analyse, demandant si la stabilité d'emploi était beaucoup inférieure dans le secteur des services, qui connaît la croissance la plus rapide de l'économie par rapport au secteur de la production, et si une telle tendance avait eu une influence marquée sur la stabilité globale des nouveaux emplois. La recherche a permis de découvrir que la réorientation de l'emploi vers les secteurs des services aux entreprises et les services personnels a eu très peu d'effets sur la durée d'emploi agrégée. De plus faibles taux d'abandon au début des années 90, qui étaient associés au plus faible taux d'embauche, avaient beaucoup à voir avec l'augmentation de la durée d'emploi. Dans un environnement économique incertain où les nouveaux emplois rémunérés étaient difficiles à trouver, les travailleurs avaient tendance à quitter leur emploi moins souvent, ce qui avait pour résultat de prolonger la durée d'emploi. Dans un tel environnement, la mobilité des travailleurs était réduite. Des taux de mise à pied relativement plus faibles des années 90 ont aussi contribué à prolonger la durée d'emploi.

Évolution du commerce et instabilité d'emploi

Un récent document de Statistique Canada sur la concurrence internationale et la performance industrielle indiquait que notre couverture accrue dans le secteur manufacturier du commerce international au cours des 20 dernières années a été accompagnée d'une augmentation de l'instabilité de l'emploi dans ce secteur.

Une autre étude examine dans quelle mesure le secteur manufacturier canadien est devenu plus instable en même temps que s'est accrue la pénétration des exportations et des importations. L'étude utilise trois mesures de l'instabilité (le pourcentage de la part du marché qui est transférée des entreprises en décroissance aux entreprises en croissance, l'importance des entrées et des sorties ainsi que l'intensité des fusions) et les lie aux changements qui surviennent dans l'intensité du commerce. Toutes ces mesures se retrouvent liées aux mesures de l'intensité du commerce. L'étude indique aussi que les effets les plus grands surviennent après la mise en place de l'ALENA.

La femme au travail et le changement technologique

La rapidité des changements technologiques, particulièrement l'invasion de l'informatique, nous fait nous demander si ces technologies et leurs répercussions ont des influences différentes sur les hommes et sur les femmes. Une étude de Statistique Canada utilisait les données de l'Enquête sur le lieu de travail et les employés (ELTE) pour étudier l'exposition tant des hommes que des femmes aux changements technologiques, et les changements dans les compétences requises et la complexité technique que déclarent les hommes et les femmes. L'étude indique que l'exposition des hommes et des femmes aux changements technologiques est semblable. Les renseignements indiquent aussi que les femmes et les hommes sont susceptibles au même point de déclarer une augmentation des exigences sur le plan des compétences lorsque leur établissement adopte une nouvelle technologie, bien que les hommes peuvent être un peu plus susceptibles de déclarer une augmentation de la complexité technique. Enfin, les hommes et les femmes qui utilisent des ordinateurs déclarent un équilibre similaire entre la formation structurée et la formation non structurée : les deux ont tendance à faire l'apprentissage de leurs applications par une formation non structurée. Les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de déclarer une formation fournie par l'employeur pour l'application informatique qu'elles utilisent le plus.

Utilisation des produits statistiques

Les ventes

L'étude de marché et l'examen des commentaires en retour des clients indiquent les tendances suivantes des produits de Statistique Canada sur le marché de l'information.

Les clients indiquent une forte préférence pour les solutions personnalisées dans leurs besoins en information et une préférence croissante pour les produits électroniques. La diminution des ventes de publications imprimées reflète ce changement dans les préférences.

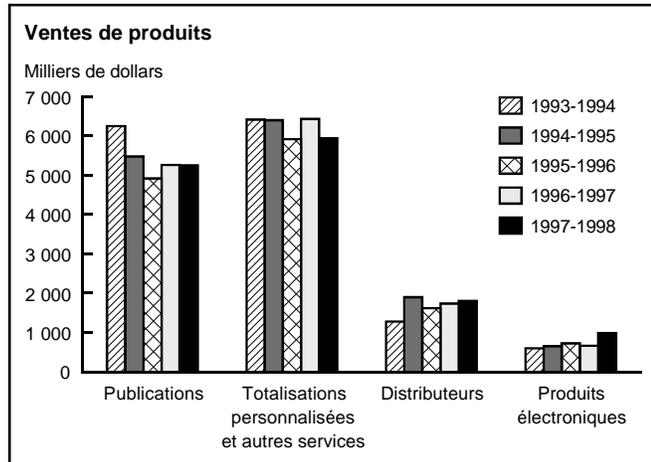
Les clients accordent un haut niveau d'importance au caractère immédiat du service et un grand nombre achètent de l'information seulement quand ils en ont besoin. Les développements technologiques ont équipé les consommateurs d'information de façon qu'ils puissent faire la recherche et la récupération de l'information la plus récente sur un même sujet, souvent de sources diverses. Réagissant à ces attentes, Statistique Canada a ouvert l'accès en direct par Internet à la statistique du commerce et à CANSIM — le Système canadien d'information socio-économique du Canada. (La base de données CANSIM, qui comprend plus de 600 000 séries chronologiques, est diffusée à des utilisateurs d'information en direct depuis 1976).

Une étude récemment terminée a démontré que 85 % des clients payants de Statistique Canada utilisent Internet et 42 % d'entre eux ont visité le site Web de l'organisme. L'étude a aussi permis de découvrir que, si les produits imprimés actuels étaient disponibles sur support électronique, les clients préféreraient le recevoir sous cette forme. Au cours de l'année qui vient, un certain nombre de publications seront offertes sous forme de documents électroniques, bien que les versions imprimées continueront de paraître, sur demande.

Le partenariat

Le partenariat avec des organisations du secteur privé et du secteur public fournissent des services d'information à des clientèles spécialisées et constituent un élément important de la stratégie de diffusion de l'organisme.

Depuis 1981, un groupe de distributeurs secondaires, maintenant au nombre de 15, a reçu la licence de revente et de transformation des données, principalement les fichiers du recensement et de la géographie. Ces entreprises fournissent en général une valeur ajoutée que Statistique Canada n'offre pas pour combler les besoins spécialisés des consommateurs et des spécialistes des marchés inter-entreprises.



- Distributeurs secondaires
- Nouvelles modalités d'octroi de licence
- Modification du mandat des distributeurs
- Partenariats provinciaux et territoriaux
- Accès à l'information par l'intermédiaire des bibliothèques
- Partenariat avec les universités et les collèges canadiens
- Nouveaux partenariats pour le Recensement de la population

Au cours des deux dernières années, l'organisme a élaboré une nouvelle pratique d'octroi de licence basée sur des recherches menées au sein de l'industrie croissante de l'information du Canada. Les principaux résultats indiquaient que les petites entreprises veulent un accès plus facile à Statistique Canada. Les modalités mises à jour, mises en place pour le cycle de diffusion du Recensement de 1996, sont établies pour encourager les entreprises à fournir ces services.

Liens bilatéraux avec des ministères fédéraux

clés : Statistique Canada entretient des rapports bilatéraux constants et étroits avec des ministères et des organismes fédéraux clés, dont les ministères des Finances, de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture, des Transports, du Revenu (Impôt et Douanes), du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ces liens bilatéraux permettent de mieux constater les besoins des divers ministères et leurs priorités respectives en matière d'information.

Statistique Canada donne la visibilité aux partenaires du secteur privé par l'intermédiaire de son site Web ainsi que dans son catalogue de produits et services. Cette activité peut connaître une croissance dans les années à venir par des initiatives comme Relier les Canadiens et Le Gouvernement en direct et on prévoit qu'elle élargira l'utilisation de l'information au sein de la société canadienne.

Le secteur public entretient des relations de partenariat avec les provinces et les territoires. Les coordonnateurs statistiques de chaque gouvernement territorial et provincial reçoivent une vaste gamme de produits d'information et peuvent, à leur tour, les diffuser au sein des administrations provinciales et territoriales.

Le Programme de services de dépôt (PSD) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est un élément clé qui permet à Statistique Canada de donner à tous les Canadiens l'accès à l'information, et ce, sans frais. L'objectif du PSD consiste à fournir l'accès à l'information fédérale par l'intermédiaire des bibliothèques de dépôt au Canada. Une amélioration essentielle du PSD a été la fourniture d'une grande partie des données du Recensement de 1996 sur CD-ROM, après consultation avec le milieu des bibliothèques. Cela a grandement accru le volume de l'information offerte aux Canadiens sans frais. Parmi d'autres modifications, il y a le passage d'un grand nombre de produits imprimés à des versions électroniques accessibles par Internet. Au cours de 1997-1998, un test approfondi de ce nouveau mode de service a permis de déterminer qu'il s'agit d'un substitut acceptable et rentable.

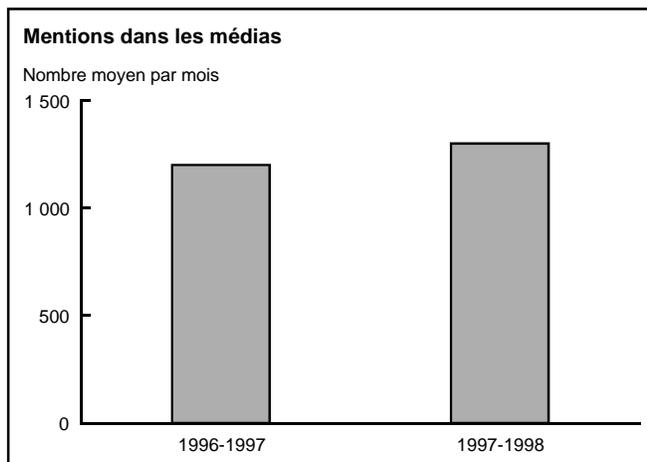
Un total de 60 universités canadiennes participent à l'Initiative de démocratisation des données, un partenariat visant à assurer la disponibilité des données canadiennes pour l'enseignement et la recherche dans ces établissements. Presque toutes les bases de données électroniques diffusées par Statistique Canada ont été rendues accessibles depuis l'arrivée de ce programme, il y a trois ans. L'effet à long terme prévu sera une utilisation beaucoup plus fréquente de l'information pour le soutien de la recherche universitaire et décisionnelle dans les universités canadiennes.

En avril 1998, Statistique Canada et Élections Canada ont signé un protocole d'entente énonçant les termes d'un projet, lequel constituera la première étape de l'élaboration d'un fichier national du réseau routier. Le projet vise à partager les données, les mises à jour et l'infrastructure en un même fichier pour assurer le soutien à Élections Canada dans le recensement des électeurs et de Statistique Canada dans ses opérations de recensement et de nombreuses autres activités de collecte et d'analyse des données. Élections Canada et Statistique Canada protégeront tous deux la confidentialité de leurs données respectives.

Les mentions dans les médias

Les médias constituent un maillon essentiel dans la chaîne de l'information du grand public canadien. L'organisme surveille, dans 32 journaux, 16 stations de radio et 16 canaux de télévision, la couverture que les médias accordent à ses produits et à ses communiqués statistiques.

Le nombre moyen de mentions par mois dans les médias surveillés par Statistique Canada est passé à 1 300, alors qu'il était de 1 200 l'année précédente. Cela indique à quel point la couverture médiatique dont fait l'objet les communiqués de l'organisme est grande : les points de vente surveillés sont atteints, et, en moyenne, chacun d'entre eux mentionne ces communiqués au moins une fois tous les jours de la semaine.



Les mesures de la satisfaction des clients

En tant qu'organisme de services, Statistique Canada est attentif au fait que son efficacité dépend fortement de sa capacité de satisfaire les besoins des utilisateurs. À ce titre, un certain nombre de mesures ont été mises en place afin de permettre à l'organisme d'améliorer la prestation de ses services et d'en surveiller l'évolution de manière continue.

Les normes de services

Les normes de services de l'organisation ont été établies, et une brochure intitulée « Normes de services » est maintenant offerte aux clients. Les employés de l'organisme reçoivent une formation sur l'application des normes. Afin que les besoins des clients fassent l'objet d'un traitement professionnel, on a élaboré des lignes directrices sur les communications employés-clients. Des vérifications périodiques du respect des normes annoncées seront faites par le programme de vérification et d'évaluation de l'organisme.

- Normes de services
- Améliorations apportées au service
- Souci du service à la clientèle
- Mesure de la satisfaction des clients

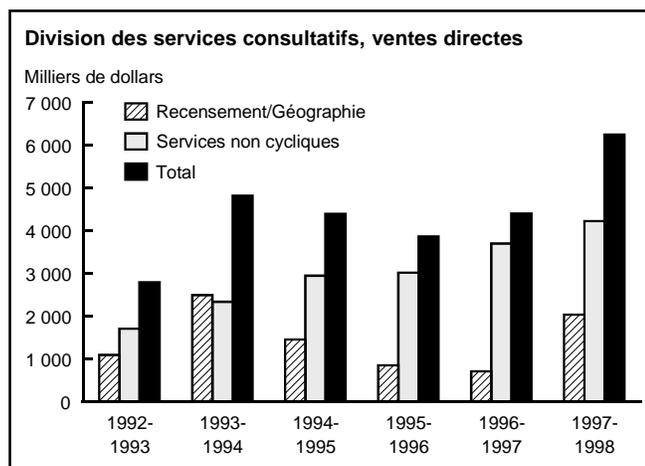
Les améliorations apportées au service

Un « service d'assistance » au client est maintenant offert aux utilisateurs de tous les produits électroniques de Statistique Canada, dont les services commerciaux par Internet. Ce groupe, qui teste aussi les produits du point de vue de l'utilisateur avant de les mettre sur le marché, fait connaître les réactions aux concepteurs afin d'assurer l'amélioration continue des produits.

On tient une base de données des clients, et l'information sur les clients est utilisée fréquemment par secteur de programme et par secteur de services à la clientèle afin de permettre une meilleure compréhension des groupes d'utilisateurs. L'information sur les clients est utilisée pour annoncer l'arrivée des nouveaux produits et pour des fins d'études de marché.

L'approche axée sur la clientèle

Une série de cinq ateliers axés sur la clientèle font partie intégrante des programmes de formation offerts par Statistique Canada à ses employés. Les sujets comprennent : comment faire une étude de marché, les services à la clientèle et la gestion d'un service public axé sur la clientèle. Ces programmes soulignent l'importance de la construction de mécanismes de rétroaction des clients dans la prestation des services. Plus de 800 employés ont participé à la formation qui a beaucoup contribué à une approche axée sur la clientèle partout au sein de l'organisme.



Au cours des dernières années, le service de relationnistes-conseils de la Division des services consultatifs a pratiqué à l'extérieur des bureaux régionaux de Statistique Canada. Depuis sa création en 1993, les ventes directes résultant du nouveau service de relationnistes-conseils ont augmenté de manière significative (voir le graphique ci-joint).

Deux grandes études axées spécifiquement sur la satisfaction des clients ont été menées en 1997-1998. Des études sur les clients du gouvernement fédéral pour des enquêtes sur le recouvrement des coûts et sur les utilisateurs des données commerciales personnalisées portaient sur la perception par le client de la qualité de service, de la fourniture et la transformation de l'information ainsi que des coûts. Les résultats de ces études ont été utilisés par les gestionnaires responsables de ces services afin d'apporter les modifications nécessaires aux processus et à la gestion des relations avec la clientèle en vue de continuer d'accroître la satisfaction des clients.

En 1997-1998, un certain nombre d'études ont été menées afin de mieux comprendre les besoins en information des utilisateurs de publications et de produits électroniques.

Le site Web de Statistique Canada devient un élément important pour l'exécution du mandat d'intérêt public de l'organisme ainsi que dans la prestation de services commerciaux. Cet outil donnera la possibilité à l'organisme d'effectuer des recherches continues sur l'accès aux produits et services. Les recherches passées ont grandement contribué à la conception du site et à son contenu ainsi qu'aux outils offerts aux visiteurs et le tout a fait que le site a obtenu des cotes élevées dans un certain nombre d'études.

Une étude de marché spéciale a été menée auprès des répondants des enquêtes auprès des entreprises de Statistique Canada. L'étude était axée sur la perception par les répondants du fardeau de réponse et des facteurs qui influencent sur la production des réponses à ces enquêtes. L'enquête a indiqué une grande compréhension des répondants quant à l'importance de répondre aux questionnaires des enquêtes. Elle laissait aussi entrevoir qu'une plus grande sensibilisation aux buts de l'enquête et à la façon dont l'information est utilisée améliorerait davantage la collaboration. En outre, les répondants ont indiqué leur désir d'avoir

un point de contact unique pour leurs demandes de renseignements ainsi que de voir leur contribution reconnue. En partie en réponse à ce dernier point, des remerciements aux répondants figurent maintenant bien en vue dans toutes les publications de l'organisme.

Diffusion des produits

La pertinence des produits statistiques de l'organisme dépend en grande mesure d'un équilibre approprié entre l'actualité de l'information et de la fiabilité statistique. Afin d'en arriver à cet équilibre, Statistique Canada tient compte des préférences des utilisateurs. Par exemple, l'actualité de l'information pourrait être améliorée si on publiait des estimations statistiques basées sur des résultats d'enquête préliminaires (plutôt que définitifs). Cependant, les clients ont toujours préféré conserver l'actualité existante, si l'amélioration de cette actualité suppose plus de révisions subséquentes des statistiques ou un niveau plus faible de détails des statistiques. De plus, les utilisateurs attachent beaucoup d'importance à la prévisibilité des dates de diffusion.

Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion

Le temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour de grandes enquêtes choisies est une mesure de l'actualité de l'information qui permet de vérifier la pertinence des statistiques sur le plan de la « fraîcheur » de l'information publiée. Le tableau 4 ci-dessous met en évidence l'actualité de l'information d'un ensemble choisi de grandes publications.

Tableau 4. Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (certaines grandes enquêtes)

Grande enquête	Fréquence	Objectif d'actualité*
Enquête sur la population active	Mensuelle	10 jours
Indice des prix à la consommation	Mensuelle	18 jours
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle	48 jours
Commerce international	Mensuelle	49 jours
Commerce de détail	Mensuelle	52 jours
Produit intérieur brut trimestriel	Trimestrielle	60 jours

* Par objectif d'actualité, on entend le laps de temps prévu entre le dernier jour de la période de référence auquel les résultats réfèrent et le jour de diffusion des données au grand public. Dans le cas de l'Indice des prix à la consommation, il a fallu reporter la date de diffusion prévue, un mois, afin de permettre la révision de l'indice à 1992 = 100 pour 1996.

Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques

Les séries chronologiques économiques et socioéconomiques sont des dossiers statistiques de l'évolution de processus économiques dans le temps, habituellement compilés pour des périodes consécutives, mois, trimestres, années, par exemple. En soi, les séries chronologiques sont un outil important pour comprendre les tendances et les causes sous-jacentes des phénomènes sociaux et économiques. Les révisions apportées aux estimations statistiques influent donc directement sur les utilisateurs de renseignements statistiques en modifiant la compréhension qu'ils ont de ces phénomènes et, donc aussi sur leur prise de décision. Pour cette raison, Statistique Canada prend la précaution de réduire le nombre de révisions

d'estimations statistiques en facilitant la façon de faire rapport, en s'assurant que les questionnaires sont facilement compris, en utilisant de nouvelles technologies afin de mieux s'adapter aux capacités des répondants de faire rapport et en faisant des examens internes afin de s'assurer que les processus de cueillette et de traitement des données donnent des résultats effectifs.

Mesures de la fréquence du respect des dates de diffusion préétablies

Statistique Canada établit un calendrier de diffusion des données pour ses grands produits statistiques. Le tableau suivant fait état des principaux produits et de leur périodicité.

Tableau 5. Grands domaines, produits choisis et niveau de service

Grands domaines et produits choisis	Niveau de service Fréquence
Assurance-emploi	Mensuelle
Commerce de détail	Mensuelle
Commerce de gros	Mensuelle
Commerce de marchandises extérieur canadien	Mensuelle
Emploi, gains et durée du travail	Mensuelle
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle
Enquête sur la population active	Mensuelle
Indice composite	Mensuelle
Indice de l'offre d'emploi	Mensuelle
Indice des prix à la consommation	Mensuelle
Indice des prix des logements neufs	Mensuelle
Indice des prix des produits industriels et des matières brutes	Mensuelle
Opérations internationales et valeurs mobilières du Canada	Mensuelle
Permis de construire	Mensuelle
Produit intérieur brut réel	Mensuelle
Ventes de véhicules automobiles neufs	Mensuelle
Voyages entre le Canada et les autres pays	Mensuelle
Balance des paiements internationaux	Trimestrielle
Caractéristiques des voyageurs internationaux	Trimestrielle
Compte des voyages internationaux	Trimestrielle
Comptes économiques et financiers nationaux	Trimestrielle
Enquête sur la situation des entreprises, industries manufacturières canadiennes	Trimestrielle
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Trimestrielle
Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Trimestrielle
Recettes monétaires agricoles	Trimestrielle
Investissements privés et publics au Canada	Annuelle
Revenu agricole net	Annuelle
Rapports sur les grandes cultures	Saisonniers

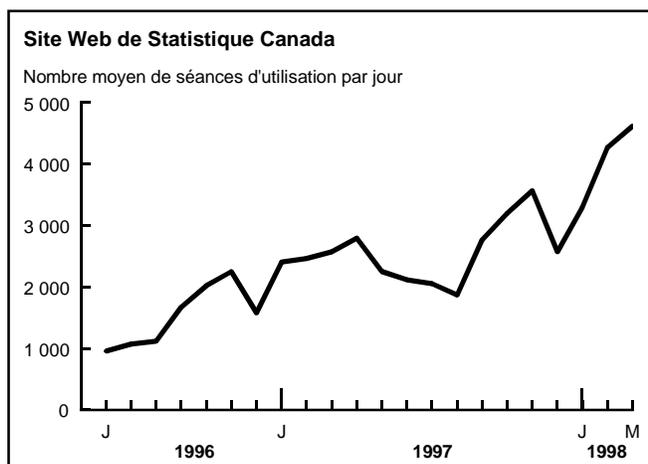
Au cours de l'année, seulement 2 produits sur 28 n'ont pu être diffusés aux dates prévues dans le calendrier. Dans le cas de l'Indice des prix à la consommation, il a fallu reporter la date de diffusion prévue, un mois, afin de permettre une importante révision de l'indice à 1992 = 100 pour 1996. De même, les révisions historiques de Comptes économiques et financiers nationaux ont entraîné un report mineur de la date de l'une de ses diffusions.

Accès par l'intermédiaire d'Internet

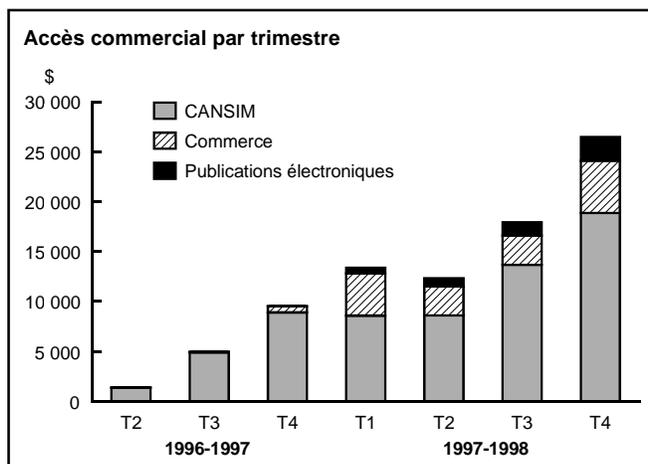
Au cours des 18 derniers mois, l'organisme a appliqué d'importantes mesures pour accroître et améliorer la diffusion de l'information électronique par Internet². La consultation avec les clients a eu une influence majeure.

La recherche, en 1997, indiquait qu'environ 85 % des abonnés aux publications de l'organisme pouvaient et désiraient passer aux produits électroniques par Internet. Deux autres études de 1997-1998 sur la façon dont les clients se comportaient à notre site Web ont entraîné un certain nombre de changements qui visaient à améliorer le site. Cette amélioration continue reposant sur les commentaires des clients a fait en sorte que le site Web de Statistique Canada a reçu la deuxième plus haute cote du Dow Jones Business Directory pour un site canadien.

Comme l'illustre le graphique ci-contre, l'utilisation du site Web de Statistique Canada a augmenté substantiellement au cours des deux dernières années. D'avril 1997 à mars 1998, le nombre de visites a doublé, le nombre moyen de séances d'utilisation (c.-à-d. le nombre de visiteurs entrant au site Web de Statistique Canada) par jour passant de 2 795 à 4 622. Depuis le lancement du site Web de Statistique Canada, en mars 1995, le nombre de visiteurs a connu une croissance constante et a dépassé le million de séances d'utilisations en 1997-1998.



L'accès commercial au site Web de Statistique Canada a aussi connu une hausse, comme on peut le voir sur le graphique suivant, bien que les recettes trimestrielles tirées d'Internet constituent une portion relativement petite.



2. L'adresse du site Internet de Statistique Canada est la suivante : <http://www.statcan.ca>.

Contenu du site Web de Statistique Canada

Le module « Le Canada en statistiques »³ est l'un des modules les plus populaires du site Talon de Statistique Canada : 49 % de tous les visiteurs s'y rendent. Ce module a vu le nombre de ses tableaux statistiques passer de 200 à plus de 350 au cours de la dernière année et il continuera de bénéficier du développement et de prolongements visant à répondre à la demande des utilisateurs. Les profils de la collectivité sont à l'ébauche et devraient être accessibles au cours de l'année qui vient.

Le module « Nouvelles du Quotidien », qui est le support de diffusion officiel de Statistique Canada, attire 32 % des visiteurs. En outre, 1 300 utilisateurs ont choisi de recevoir *Le Quotidien* chaque jour ouvrable par les services de courrier électronique.

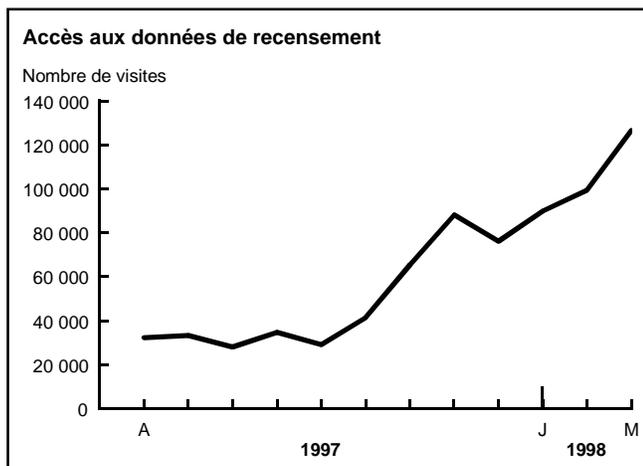
Le module qui contient les tous derniers indicateurs économiques, comme l'Indice des prix à la consommation, le produit intérieur brut et les statistiques d'emploi et de chômage, a attiré 14 % de l'ensemble des visiteurs du site.

Plus de 40 publications électroniques et 150 documents de recherche et documents d'enquête sont accessibles sans frais sur le site Web de Statistique Canada. Au cours de 1997-1998, il y a 22 % des visiteurs qui se sont rendus au module « Produits et services », où sont offerts des produits qui sont vendus ou distribués sans frais. En outre, 5 % des visiteurs ont accédé à un module en fournissant des définitions et des concepts liés aux enquêtes et aux avoirs de données.

D'autres formes de services sont aussi disponibles pour combler les besoins de personnes ayant une incapacité. *Le Quotidien* est offert en version synthétisée et d'autres produits sont aussi disponibles en gros caractères, en braille ou en version synthétisée par ordinateur.

Recensement de la population

Un module Recensement de 1996, qui a vu le jour en avril 1997, donne de l'information sur les caractéristiques sociales et économiques de la population canadienne basées sur les données du Recensement de 1996; des tableaux de données nationales et provinciales du Recensement de l'agriculture de 1996 sont aussi présentés dans ce module. Ce module a reçu 22 % des visites au site.

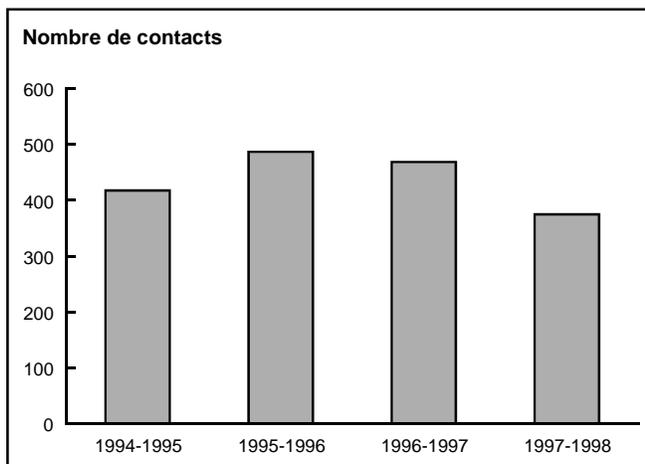


3. *Le Canada en statistiques* Comporte une série de tableaux de données sur le site Talon. Ces tableaux ont été choisis et conçus pour présenter des données d'intérêt à un large public. Les utilisateurs de ce module peuvent choisir de voir ou d'imprimer des données couvrant la plupart des produits de l'organisme. Les utilisateurs peuvent saisir des fichiers HTML et, à l'aide du logiciel le plus récent, ils peuvent convertir ces fichiers en tableaux sans trop d'effort. L'organisme travaille actuellement à l'élargissement de la dimension provinciale et territoriale des tableaux actuels et à l'automatisation la mise à jour des tableaux par l'intermédiaire de CANSIM où cela est possible. Le Canada en statistiques contient aussi un tableau de données correspondant aux données présentées sur le tableau d'affichage des normes de diffusion du Fonds monétaire international.

Contacts des clients avec les bureaux régionaux

Statistique Canada a pour politique de répondre gratuitement aux demandes de renseignements courantes. Dans le cas de demandes plus complexes, les bureaux régionaux offrent aux clients des services consultatifs contre recouvrement des coûts.

De plus, l'organisme assure un accès gratuit à ses publications à quiconque s'adresse à l'un des centres de consultation régionaux. Pour garantir un accès équitable à tous, on offre un service de renseignements gratuit et de messagerie électronique pour répondre aux questions les plus fréquemment posées.



En 1997-1998, 375 000 personnes ont communiqué avec les services de renseignements des bureaux régionaux de Statistique Canada, ce qui correspond à une faible baisse par rapport aux années précédentes. Il est par contre normal qu'une baisse de cette nature soit enregistrée après une année de recensement. Une importance croissante est accordée aux contacts établis avec des agents de demandes de renseignements pour des demandes de recherche faites par téléphone, par télécopieur et par courrier électronique.

Qualité des données

Existence de descripteurs de la qualité et de notes techniques

Pendant de nombreuses années, Statistique Canada a inséré, dans ses publications, des indicateurs de la qualité des données diffusées ainsi que des descriptions des concepts sous-jacents, des définitions ainsi que des méthodes de collecte et de traitement.

De plus, Statistique Canada effectue une vérification approfondie de la qualité de toutes les diffusions de données produites sur support papier ou électronique afin que les utilisateurs de données puissent obtenir de bons produits.

Une vaste gamme de pratiques d'assurance de la qualité sont utilisées pour tous les produits statistiques ayant un caractère délicat, selon leur importance. Au nombre de ces produits se trouvent le Recensement de la population, les mesures de l'emploi et du chômage, l'Indice des prix à la consommation et les mesures de production économique.

Contrôle du fardeau de réponse

Calcul du fardeau de réponse

La réduction et le contrôle du fardeau de réponse demeure une haute priorité pour l'organisme. Il mène donc sans cesse des travaux de recherches et autres pour contrôler le fardeau imposé aux répondants.

Statistiques des entreprises

Chaque année, on établit un indicateur du fardeau de réponse d'après le temps estimatif moyen requis pour remplir un questionnaire destiné aux entreprises, la fréquence de l'enquête et le nombre de répondants. Le calcul fait abstraction du Recensement quinquennal de l'agriculture et d'autres enquêtes ponctuelles.

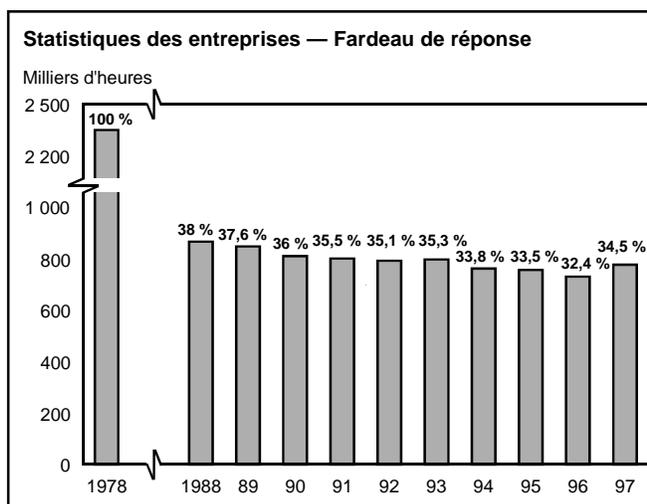
En 1997, il y a eu une augmentation de 47 000 heures (6 %) du fardeau de réponse total. Cette augmentation marquée est en grande partie due aux nouvelles activités d'enquêtes liées au Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP). On prévoit que l'augmentation du fardeau de réponse soit temporaire, car le PASEP augmentera son utilisation des données administratives (dossiers d'impôt) afin de remplacer les réponses aux enquêtes, surtout pour les petites entreprises (voir la discussion au sujet de l'utilisation des données administratives plus loin). Au cours de l'année 1997, plusieurs enquêtes biennales et occasionnelles se sont déroulées. Tout cela a contribué à l'augmentation globale du fardeau de réponse.

Statistiques sociales

En 1997, presque 100 000 ménages canadiens ont consacré en moyenne 10 minutes environ par mois à répondre à la plus grande enquête-ménage de Statistique Canada, l'Enquête sur la population active (EPA), comprenant son supplément pendant la période de six mois au cours de laquelle ils faisaient partie de l'échantillon. Cela équivaut à 5 secondes par mois, en moyenne, pour tous les ménages canadiens.

Recensement de la population

Le contenu des questionnaires du recensement est un compromis entre les demandes d'information des utilisateurs et la capacité des répondants à fournir de l'information. En 1997-1998, on a fait le test d'un questionnaire abrégé afin de déterminer la présentation la plus « conviviale » possible pour les questionnaires du Recensement de 2001.



Utilisation des données administratives pour remplacer les enquêtes

L'utilisation accrue des dossiers administratifs au lieu des enquêtes faites directement auprès des répondants a réduit considérablement le fardeau de réponse.

- L'organisme continue d'utiliser les données fiscales pour produire des estimations plutôt que de faire enquête directement auprès de certaines petites entreprises.
- L'organisme travaille en étroite collaboration avec Revenu Canada afin d'exploiter, à des fins statistiques, l'Index général de renseignements financiers (IGRF) actuellement en développement. Pour l'année d'imposition 1998, Revenu Canada transcrira tous les états financiers des déclarations de revenu des sociétés dans le format IGRF. La mise en œuvre complète, comprenant les entreprises non constituées en société, est prévue pour l'année d'imposition 1999 et comprendra environ un million de sociétés.
- L'utilisation du fichier des retenues sur la paye par l'employeur de Revenu Canada a substantiellement réduit la taille de l'échantillon de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail qui passera de 860 000 contacts avec des entreprises en 1994 à environ 120 000 contacts lorsque le dernier volet du remaniement de l'enquête sera terminé au cours de l'exercice 1998-1999.
- Le développement récent du Numéro d'entreprise de Revenu Canada ainsi que son adaptation subséquente par le Registre des entreprises nous permet maintenant d'explorer la possibilité d'utiliser les fichiers de la taxe sur les produits et services.
- Pour l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, le nombre de répondants pour lesquels on a utilisé les données fiscales comme couverture des renseignements relatifs au revenu s'élevait à 45 000 par rapport à 8 600 répondants interviewés.
- Les dossiers administratifs sont utilisés pour remplacer les enquêtes afin de fournir des données régionales sur les individus et les familles et pour créer des échantillons longitudinaux qui permettent l'étude approfondie de l'évolution des revenus personnels et familiaux.

L'utilisation des dossiers administratifs offre bien des avantages, toutefois, les contraintes de la protection des renseignements et de confidentialité qui sont observées imposent certaines limites quant à l'utilisation des enregistrements. Naturellement, seulement des estimations statistiques agrégées sont produites, et le contenu des déclarations de revenus individuelles et d'enquête est soumis à la confidentialité la plus stricte comme l'exige la *Loi sur la statistique*.

Taux de réponse

Quand les questionnaires d'enquête sont difficiles à remplir, les répondants ne fournissent généralement pas les renseignements demandés. Les taux de réponse obtenus sont donc une estimation de la facilité de répondre aux questionnaires. Le tableau 6 présente les taux de réponse à certaines grandes enquêtes.

Tableau 6. Taux de réponse à certaines grandes enquêtes

Grandes enquêtes choisies	Taux de réponse	
	1996-1997	1997-1998
Enquête sur la population active	95 %	95 %
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	97 %	96,6 %
Commerce de détail	94 %	96 %

Statistique Canada effectue continuellement de la recherche pour minimiser les difficultés en matière de réponse aux questionnaires d'enquête.

Statistique Canada cherche à établir un équilibre entre le besoin en données exactes et actuelles et le fardeau imposé à chaque répondant de l'enquête. L'organisme entretient ses relations avec les répondants par l'initiative d'un nouveau programme. Le programme est conçu pour élaborer des lignes directrices et des normes de conduite pour les enquêtes auprès des ménages et auprès des entreprises, ainsi qu'un compendium de « meilleures pratiques ». Le programme élaborera aussi une centrale d'expertises qui sera destinée aux chargés d'enquête dans les efforts qu'ils déploient pour communiquer efficacement avec les répondants, en expliquant d'une manière compréhensible la nécessité de participation de chaque répondant.

Évolution d'autres moyens de déclaration et de collecte des données

La technologie au service de la collecte de données

En 1997-1998, l'organisme a poursuivi ses efforts fructueux afin de trouver des moyens de faciliter la déclaration électronique comme moyen de rechange pour les gens qui répondent aux questionnaires sur papier. L'option de déclaration électronique peut mener à une réduction substantielle du fardeau de réponse par le transfert automatique de l'information des systèmes de données des entreprises vers Statistique Canada.

Au cours de l'année écoulée, l'ampleur de la déclaration électronique a été étendue de façon à comprendre la déclaration par courrier électronique et par transmission de fichiers par Internet ainsi que par l'échange de documents informatisés. La sécurité de la transmission de données par Internet a été obtenue par la mise en place de la technologie du chiffrement. L'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, l'Enquête unifiée auprès des entreprises et la déclaration d'exportation sur le marché international ont eu recours à ces nouveaux procédés pour offrir l'option de déclaration électronique, ce qui a permis d'effectuer le transfert de fichiers électroniques et de questionnaires aux répondants. La demande de l'Enquête unifiée auprès des entreprises offre 21 questionnaires électroniques différents. Cette méthode est aussi utilisée pour la réception des données administratives de Revenu Canada comme source de données majeures pour l'Enquête sur les voyages internationaux.

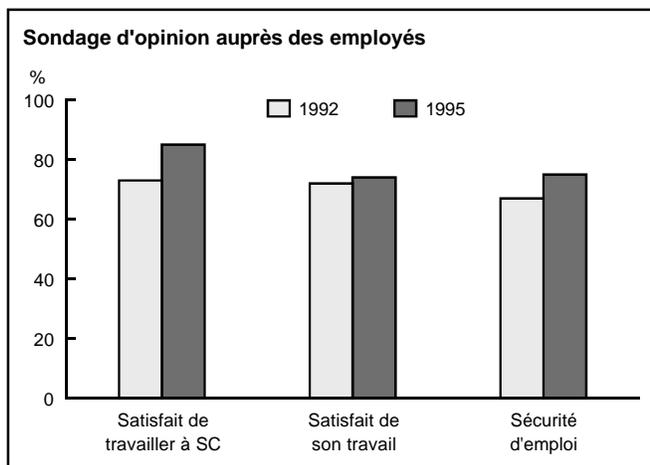
On s'attend à ce que, avec le temps, l'option de déclaration électronique soit offerte pour un nombre toujours plus grand d'enquêtes. Cependant, il faut bien souligner que la cadence à laquelle ces développements se dérouleront sera beaucoup régie par la capacité technologique des répondants à adopter ces méthodes et la disponibilité de procédures de sécurité approuvées et largement acceptées.

Maintenir l'infrastructure du savoir

Sondage d'opinion auprès des employés

Statistique Canada mène un Sondage d'opinion auprès des employés tous les trois ans. Ce sondage donne aux gestionnaires le « pouls » de leurs employés. Il offre l'avantage principal de favoriser une communication précise entre les employés et les gestionnaires. Par conséquent, ces enquêtes fournissent aux employés l'occasion de participer à l'amélioration de leur milieu de travail.

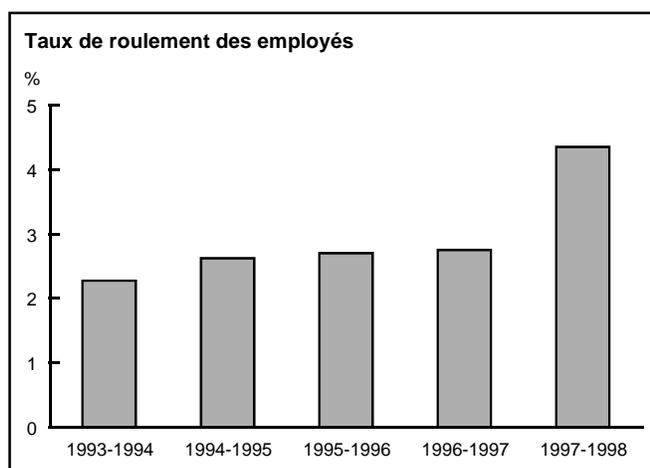
L'organisme a fait ce sondage pour la première fois en 1992 et en a assuré le suivi en 1995. Le taux de réponses était de 74 % en 1992 et de 77 % en 1995. Les paragraphes suivants donnent un échantillon des questions et des réponses. Bien que la plupart des réponses étaient plus favorables en 1995, certaines indiquaient des secteurs où il fallait des améliorations.



Un nouveau sondage a été mené au printemps 1998 et Statistique Canada établira un rapport sur les résultats dans le rapport de rendement de l'organisme.

Taux de roulement des employés

L'usure des effectifs est demeurée relativement stable au cours des années 1993-1994 à 1996-1997. En 1997-1998, l'augmentation du taux de roulement des employés est, dans une large mesure, le résultat du mouvement du personnel vers le domaine de l'informatique. Au cours de l'année précédente, le marché du travail a offert dans ce domaine de nombreuses occasions de mobilité professionnelle, autant à l'intérieur de la Fonction publique qu'à l'extérieur.

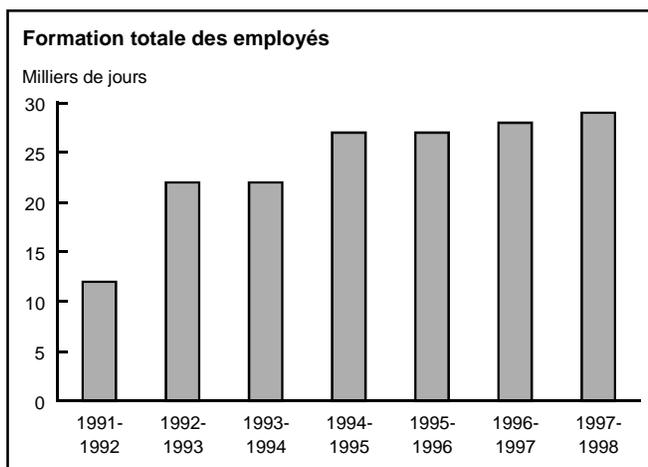


Investissement dans la formation des employés

Le graphique ci-joint illustre le total annuel que l'organisme a investi dans la formation de ses employés.

Afin de soutenir la motivation, la flexibilité et la polyvalence des employés, Statistique Canada investit beaucoup dans la formation. Au début des années 90, Statistique Canada a investi environ 1 % de son budget dans la formation. Aujourd'hui, cet investissement se situe à environ 3 %. Cette augmentation considérable s'effectue principalement dans les domaines des techniques et de la gestion d'enquêtes, de l'analyse des données, des méthodes statistiques ainsi que dans le marketing et les

applications de systèmes informatiques. La formation des employés est en accord avec le plan d'ensemble de l'organisme en matière de gestion des ressources humaines. Ce plan est conçu pour répondre aux besoins techniques, professionnels et administratifs de l'organisme et pour satisfaire aux aspirations professionnelles des employés.



Question de gestion

Préparation en prévision de l'an 2000

Statistique Canada reconnaît la gravité du problème de l'an 2000 et lui a donné la plus haute priorité. Statistique Canada y travaille sur trois grands fronts :

L'organisme a adapté et testé ses propres systèmes afin de pouvoir continuer de fournir l'information dont ses clients ont besoin;

L'organisme a averti ses fournisseurs de données et ses partenaires du problème de l'an 2000 et négocie des ententes qui feront en sorte que l'échange de données se continue au cours de l'an 2000;

L'organisme a mené deux enquêtes sur l'état de préparation des entreprises canadiennes comme le recommande le Groupe de travail de l'an 2000 du ministre Manley.

Préparation de l'organisme

Bien que Statistique Canada n'ait aucun système essentiel à la mission de l'ensemble du gouvernement reconnu (autre que les systèmes de traitement de la paye et de paiement en argent), l'organisme a désigné un certain nombre d'indicateurs économiques comme essentiels à la mission pour l'exécution de son propre mandat. Les voici :

- L'Enquête mensuelle sur la population active
- L'Indice mensuel des prix à la consommation
- L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures
- Les Statistiques mensuelles du commerce international
- L'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières
- L'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail
- Le Système des comptes nationaux mensuels et trimestriels (SCN)
- Le Relevé trimestriel des états financiers
- Les indices des prix des produits industriels.

Les cadres supérieurs de l'organisme reçoivent des rapports mensuels du Comité directeur de l'an 2000 présidé par le directeur général de l'Informatique. Une structure de coordination complexe a été mise en place depuis 1996 et les étapes de l'inventaire, de la planification et de l'évaluation quant à la préparation des systèmes de Statistique Canada pour l'an 2000 se sont terminées vers la fin de 1997.

Statistique Canada effectue des progrès considérables dans ses efforts pour résoudre le problème de l'an 2000, ayant un pourcentage d'achèvement estimé à 75 %. Parmi environ 1 100 applications informatiques majeures, 134 ont été considérées essentielles à la mission. Statistique Canada prévoit avoir converti toutes ses applications informatiques essentielles à la mission à la fin de septembre 1998, et, en outre, avoir mis en place des plans pour éventualités pour chacun d'eux. L'essai intégral de chaque programme essentiel à la mission devrait être terminé à la fin de 1999. Toutes les autres applications informatiques de l'organisme devraient être converties ou remplacées avant janvier 2000.

SECTION IV : SUPPLÉMENT D'INFORMATION

A. Examens principaux

Principaux examens
<p>Fournisseurs de services de télécommunications : L'Enquête annuelle auprès des fournisseurs de services de télécommunications a subi une refonte complète à la suite de nombreuses discussions entre des représentants du gouvernement, d'associations du secteur et d'analystes du secteur et le monde de l'enseignement, regroupés en un groupe consultatif. La nouvelle enquête reflète mieux la structure du secteur en incluant les fournisseurs de services de télécommunications interurbaines de rechange, de services de téléavertisseurs et de services de satellites, et en reflétant également les progrès technologiques et le milieu changeant de la réglementation. Les améliorations feront la lumière sur les questions liées à la nouvelle initiative gouvernementale de la connexité.</p>
<p>Statistiques sur le revenu : Le groupe de travail de l'organisme sur les statistiques sur le revenu a examiné les possibilités d'harmoniser les estimations de l'organisme sur le revenu, ainsi que d'améliorer la qualité et de réduire les coûts liés à la production de ces estimations. Cet examen a mené à l'élaboration d'un programme davantage intégré et d'une rationalisation des activités.</p>
<p>Remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (projet en cours) : On refond le cadre méthodologique de cette enquête pour pouvoir utiliser les données de Revenu Canada sur les retenues à la source au lieu de mener une enquête sur le terrain. Ce travail, presque terminé, a déjà permis de réaliser des économies appréciables par rapport au coût de l'enquête et d'alléger le fardeau de déclaration, tout comme d'apporter d'importantes améliorations aux estimations de la rémunération et du revenu d'emploi.</p>
<p>Examen périodique du Recensement de la population (travaux permanents) : Avant chaque recensement, Statistique Canada demande aux utilisateurs de données et aux autres groupes intéressés partout au pays quel genre de données provenant du recensement et des enquêtes postcensitaires leur seraient utiles. L'organisme peut ainsi tenir compte des questions socioéconomiques nouvelles et, s'il y a lieu, utiliser le recensement et les enquêtes postcensitaires pour faire la lumière sur ces questions.</p>
<p>Statistique de la santé, de l'éducation et de la justice (travaux permanents) : Des conseils mixtes dont font partie Statistique Canada et des représentants du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires examinent les questions et établissent les priorités dans chacun de ces domaines en vue de faciliter les échanges de renseignements et de garantir la pertinence des produits diffusés.</p>

B. Tableaux financiers récapitulatifs

Tableau financier 1 Sommaire des crédits approuvés

Autorisations pour 1997-1998

Besoins financiers par autorisation (en millions de dollars)

Crédit	Dépenses prévues 1997-1998	Autorisations totales ¹ 1997-1998	Dépenses réelles 1997-1998
Statistique Canada			
110 Dépenses de Programme	225,0	260,1	257,5
(L) Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés	37,3	37,3	37,3
Total du Bureau	262,3	297,4	294,8

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 2 Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues contre dépenses réelles pas secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	ETP	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en immobilisations	Subventions et contributions votées	Total provisoire : dépenses brutes votées	Subventions et contributions prévues par la loi	Total des dépenses brutes	Moins : recettes à valoir sur le crédit	Total des dépenses nettes
Statistique économique et sociale	3 703	286,1	0,0	0,0	286,1	0,0	286,1	61,7	224,4
	<i>4 035</i>	<i>319,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>320,1</i>	<i>0,0</i>	<i>320,1</i>	<i>59,8</i>	<i>260,3</i>
	4 189	309,0	0,0	0,4	309,4	0,0	309,4	51,3	258,1
Statistique du Recensement de lapopulation	817	50,2	0,0	0,0	50,2	0,0	50,2	12,3	37,9
	<i>760</i>	<i>51,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>51,3</i>	<i>0,0</i>	<i>51,3</i>	<i>14,2</i>	<i>37,1</i>
	770	50,2	0,0	0,0	50,2	0,0	50,2	13,5	36,7
Total	4 520	336,3	0,0	0,0	336,3	0,0	336,3	74,0	262,3
	<i>4 795</i>	<i>371,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>371,4</i>	<i>0,0</i>	<i>371,4</i>	<i>74,0</i>	<i>297,4</i>
	4 959	359,2	0,0	0,4	359,6	0,0	359,6	64,8	294,8

Autres recettes et dépenses

Recettes à valoir sur le Trésor

1,0

1,0

1,1

Coût des services offerts par d'autres ministères

39,6

40,3

41,1

Coût net du programme

302,9

338,7

337,0

Nota :

- Les chiffres en caractères ordinaires correspondent aux dépenses prévues pour 1997-1998.
- Les chiffres en italiques correspondent aux autorisations totales pour 1997-1998 (budgets des dépenses principal et supplémentaire et autres autorisations).
- Les chiffres en caractères gras correspondent aux dépenses/recettes réelles en 1997-1998.

Tableau financier 3 Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues contre dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Dépenses réelles 1995-1996	Dépenses réelles 1996-1997	Dépenses prévues 1997-1998	Autorisations ¹ totales 1997-1998	Dépenses réelles 1997-1998
Statistique économique et sociale	222,4	246,9	224,4	260,3	258,1
Statistique du Recensement de la population	92,3	190,9	37,9	37,1	36,7
Total	314,7	437,8	262,3	297,4	294,8

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 4 Tableau de concordance entre l'ancienne et la nouvelle affectation des ressources

Ce tableau ne s'applique pas à Statistique Canada.

Tableau financier 5 Besoins en ressources par organisation et secteur d'activité

Pour de plus amples renseignements, référez-vous au tableau 1 à la page 16.

Tableau financier 6 Recettes à valoir sur le crédit

Recettes à valoir sur le crédit par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Recettes réelles 1995-1996	Recettes réelles 1996-1997	Recettes prévues 1997-1998	Autorisations ¹ totales 1997-1998	Recettes réelles 1997-1998
Statistique économique et sociale	43,4	47,9	61,7	59,8	51,3
Statistique du Recensement de la population	8,0	8,6	12,3	14,2	13,5
Total des recettes à valoir sur le crédit	51,4	56,5	74,0	74,0	64,8

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 7 Recettes à valoir sur le Trésor

Recettes à valoir sur le Trésor par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Recettes réelles 1995-1996	Recettes réelles 1996-1997	Recettes prévues 1997-1998	Autorisations ¹ totales 1997-1998	Recettes réelles 1997-1998
Statistique économique et sociale	0,1	0,2	1,0	1,0	1,1
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des recettes à valoir sur le Trésor	0,1	0,2	1,0	1,0	1,1

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 8 Paiements législatifs

Statistique Canada n'a pas de paiements législatifs.

Tableau financier 9 Paiements de transfert

Paiements de transfert par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Paiements réels 1995-1996	Paiements réels 1996-1997	Dépenses prévues 1997-1998	Autorisations ¹ totales 1997-1998	Paiements réels 1997-1998
SUBVENTIONS					
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONTRIBUTIONS					
Statistique économique et sociale	0,4	0,9	0,0	0,4	0,4
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	0,4	0,9	0,0	0,4	0,4
Total des paiements de transfert	0,4	0,9	0,9	0,4	0,4

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 10 Dépenses en immobilisations par secteur d'activité

Statistique Canada n'a pas de dépenses en immobilisations.

Tableau financier 11 Projets en immobilisations par secteur d'activité

Statistique Canada n'a pas de projets en immobilisations.

Tableau financier 12 État des grands projets de l'État

Statistique Canada n'a pas de grands projets de l'État.

Tableau financier 13 Prêts, investissements et avances

Statistique Canada n'a pas de prêts, d'investissements et d'avances.

Tableau financier 14 Sommaires financiers concernant le fonds renouvelable

Statistique Canada n'a pas de fonds renouvelable.

Tableau financier 15 Passif éventuel

Statistique Canada n'a pas de passif éventuel.

C. Centres de consultation régionaux

Région de l'Atlantique

Le centre dispense des services à la population de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Services consultatifs
Statistique Canada
Centre North American Life
1770, rue Market
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3M3
Appels locaux : (902) 426-5331
Télécopieur : (902) 426-9538

Région du Québec

Services consultatifs
Statistique Canada
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
200, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
Appels locaux : (514) 283-5725
Télécopieur : (514) 283-9350

Région de l'Ontario

Services consultatifs
Statistique Canada
Édifice Arthur-Meighen, 10^e étage
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ontario)
M4T 1M4
Appels locaux : (416) 973-6585
Télécopieur : (416) 973-7475

Région des prairies

Les centres dispensent des services à la population du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Services consultatifs
Statistique Canada
Immeuble MacDonald, bureau 300
344, rue Edmonton
Winnipeg (Manitoba)
R3B 3L9
Appels locaux : (204) 983-4020
Télécopieur : (204) 983-7543

Services consultatifs
Statistique Canada
Tour Avord, 9^e étage
2002, avenue Victoria
Regina (Saskatchewan)
S4P 0R7
Appels locaux : (306) 780-5405
Télécopieur : (306) 780-5403

Services consultatifs
Statistique Canada
First Street Plaza, bureau 401
138, 4th Avenue Sud-Est
Calgary (Alberta)
T2G 4Z6
Appels locaux : (403) 292-6717
Télécopieur : (403) 292-4958

Services consultatifs
Statistique Canada
Park Square, 9^e étage
10001, rue Bellamy Hill
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6
Appels locaux : (403) 495-3027
Télécopieur : (403) 495-5318

Région du Pacifique

Le centre dispense des services à la population de la Colombie-Britannique et du territoire du Yukon.

Services consultatifs
Statistique Canada
Library Square Tower
300 rue Georgia Ouest, bureau 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7
Appels locaux : (604) 666-3691
Télécopieur : (604) 666-4863

Région de la Capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Foyer de l'immeuble R.-H.-Coats
Avenue Holland
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
Appels locaux : (613) 951-8116
Télécopieur : (613) 951-0581

*Numéro sans frais pour les demandes
de renseignements : 1 800 263-1136
Appareils de télécommunications pour
les malentendants : 1 800 363-7629
Numéro sans frais pour commander seulement : 1 800 267-6677*

D. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

Loi constitutionnelle	1867
Loi de l'impôt sur le revenu	1948, ch. 52
Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	L.R.C., 1985, ch. U-1, telle qu'amendée
Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	L.R.C., 1985, ch. F-8, telle qu'amendée
Loi de 1980 remaniant la législation bancaire	1991, ch. 46
Loi électorale du Canada	L.R.C., 1985, ch. E-1, telle qu'amendée
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	L.R.C., 1985, ch. S-23, telle qu'amendée
Loi sur la concurrence	L.R.C., 1985, ch. C-34, telle qu'amendée
Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	L.R.C., 1985, ch. C-28, telle qu'amendée
Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	L.R.C., 1985, ch. E-3, telle qu'amendée
Loi sur la sécurité de la vieillesse	L.R.C., 1985, ch. O-9, telle qu'amendée
Loi sur la taxe d'accise	L.R.C., 1985, ch. E-14, telle qu'amendée
Loi sur le Conseil des Arts du Canada	L.R.C., 1985, ch. C-2, telle qu'amendée
Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer	L.R.C., 1985, ch. R-4, telle qu'amendée
Loi sur le Parlement du Canada	L.R.C., 1985, ch. P-1, telle qu'amendée
Loi sur l'équité en matière d'emploi	L.R.C., 1985, ch. 23, (2 ^e supp.)
Loi sur le Régime de pensions du Canada	L.R.C., 1985, ch. C-8, telle qu'amendée
Loi sur les allocations aux anciens combattants	L.R.C., 1985, ch. W-3, telle qu'amendée
Loi sur les allocations spéciales pour enfants	1992, ch. 48 (annexe)
Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats	L.R.C., 1985, ch. C-43, telle qu'amendée
Loi sur les juges	L.R.C., 1985, ch. J-1, telle qu'amendée
Loi sur les langues officielles	L.R.C., 1985, ch. O-3, telle qu'amendée
Loi sur les pensions	L.R.C., 1985, ch. P-6, telle qu'amendée
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	L.R.C., 1985, ch. S-24, telle qu'amendée
Loi sur les subventions aux municipalités	L.R.C., 1970, ch. M-15, telle qu'amendée
Loi sur les traitements	L.R.C., 1985, ch. S-3, telle qu'amendée

E. Énoncé des priorités et planification à long terme

Le système de planification et de contrôle du rendement a pour objectif de maintenir l'efficacité du programme global et de chacune de ses composantes. À cette fin, le système poursuit quatre grands objectifs, à savoir :

- 1) évaluer les programmes du Bureau et leurs ressources, afin de les adapter aux priorités et aux besoins changeants des clients, de saisir les possibilités qui se présentent et de faire face aux pressions opérationnelles, tout en réduisant au minimum les conséquences négatives des compressions budgétaires quand elles surviennent;
- 2) cerner et résoudre les problèmes de portée générale qui ont une incidence sur les politiques et les pratiques en matière de technologie et de gestion;
- 3) promouvoir l'innovation et l'efficacité;
- 4) contrôler le rendement des programmes réguliers et des principaux projets, afin de déterminer si les résultats sont ceux attendus et s'ils sont conformes aux objectifs du Bureau.

Grâce à la réalisation de ces objectifs, le processus établit le lien entre la répartition des ressources, d'une part, et les plans stratégiques et opérationnels ainsi que le rendement des programmes, d'autre part. Structuré de manière à ce que les principales étapes de la planification soient accomplies par un groupe officiel de comités qui reflètent le programme plutôt que la structure organisationnelle du Bureau, il donne la possibilité de procéder à des examens et à des débats à tous les niveaux.

Durant l'exercice de planification à long terme (PLT), le Bureau tient compte des conseils, de l'orientation et de la rétroaction que fournissent les divers mécanismes de consultation. Sont aussi intégrés à l'exercice les résultats de l'examen de divers problèmes internes horizontaux de gestion qu'effectuent les comités de gestion, ainsi que les recommandations de ces comités.

La composante de la PLT du système intégré a pour objectif de modifier régulièrement, mais graduellement, le programme permanent au lieu de l'examiner en entier et de le justifier de nouveau chaque année. Environ 3 % à 4 % du budget du Bureau (sauf les budgets du recensement) sont réaffectés à chaque cycle de planification.

Le Bureau accomplit ce changement marginal en investissant dans les programmes existants pour répondre aux nouveaux besoins et aux nouvelles pressions, ou pour améliorer le rendement, ainsi qu'en limitant ou en éliminant les programmes jugés peu importants, au besoin.

Le Bureau considère comme prioritaires les programmes, méthodes ou domaines de gestion qui nécessitent le plus d'attention durant la période de planification. L'urgence des investissements est évaluée en fonction tant de l'importance intrinsèque des améliorations que des degrés respectifs de bon état.

L'horizon temporel de l'établissement des priorités et de la planification est ordinairement de trois à cinq ans, mais peut être plus éloigné dans certain cas. Il est également admis que les plans d'affectation des ressources dont la portée est de plus de trois ans doivent parfois être remodelés au cours des années subséquentes.

Le Bureau applique les mêmes principes rigoureux de planification à tous les projets financés séparément et le Comité de la planification intégrée examine les plans, au besoin, durant l'exercice de PLT ou au cours de l'année.

La planification stratégique est la première étape officielle de la PLT. Elle englobe l'examen du programme complet de produits et de services du Bureau, ainsi que des infrastructures techniques et de gestion qui sous-tendent ce programme, en regard des besoins des clients, de l'évolution des tendances économiques, sociales et démographiques et des possibilités d'ordre technique et opérationnel.

En se fondant sur ces examens et sur les perspectives financières du moment, le Comité de la planification intégrée établit les priorités stratégiques et précise les problèmes particuliers que le Bureau devra résoudre dans le cadre de l'exercice de planification annuelle.

F. Certains indicateurs sociaux et économiques importants produits par Statistique Canada et leurs utilisations

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
Économique et social	Économique	Cadre de référence monétaire	Indice des prix à la consommation (IPC)	Mensuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En tant que mesure de l'inflation la plus généralement reconnue, l'IPC est un indicateur essentiel, produit rapidement, de la santé économique du Canada utilisé par le ministère des Finances, la Banque du Canada et d'autres ministères pour analyser la politique économique et par le secteur des entreprises à diverses fins, dont l'établissement des ententes salariales et leur rajustement en fonction de l'évolution des prix. • Utilisé dans le Système des comptes nationaux pour déflater la valeur des dépenses personnelles. • Utilisé par Revenu Canada pour indexer les déductions de base prévues par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> et par la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>. • Utilisé par Développement des ressources humaines Canada pour indexer les demandes de transfert prévues par la <i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>, la <i>Loi sur le Régime de pensions du Canada</i>, la <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>, la <i>Loi sur les pensions</i> et la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>. • Utilisé par le ministère des Anciens combattants pour indexer les paiements de transfert prévus par la <i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i> et par la <i>Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés</i>. • Utilisé par Élections Canada pour calculer la limite autorisée des dépenses aux termes de la <i>Loi électorale du Canada</i>.
			Indices des prix de l'industrie	Mensuelle et trimestrielle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À titre de mesure de l'inflation aux divers stades de la production, ces séries sur les prix sont utilisées par la Banque du Canada, le ministère des Finances et d'autres ministères comme prédicteurs clés de l'inflation globale et pour déflater les statistiques sur la production, donc pour mieux surveiller le rendement de l'économie canadienne. Ces statistiques servent aussi à l'indexation des prix figurant dans toute une gamme de contrats industriels et à l'évaluation de l'évolution des prix et de la compétitivité. • Utilisés pour rajuster les budgets des programmes administratifs.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
			Produit intérieur brut (PIB)	Trimestrielle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les estimations trimestrielles du PIB sont calculées pour surveiller et pour prédire les résultats économiques. ● Ces estimations sont essentielles à l'établissement des budgets et des prévisions au palier tant fédéral que provincial, ainsi qu'à la surveillance des résultats économiques par les administrations et par les entreprises. ● Le PIB et certaines de ses composantes entrent dans le calcul des transferts fédéraux-provinciaux. ● Le PIB est également utilisé par les organismes internationaux pour calculer le montant de la cotisation annuelle des pays membres.
			Mesures des branches d'activité		<p>Information produite :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Produit intérieur réel mensuel par branche d'activité. ● Produit intérieur brut annuel par province par branche d'activité. ● <i>L'Horizon industriel</i> (recueil de statistiques industrielles courantes couvrant les principaux indicateurs de l'offre, de la demande et des mouvements des prix pour 300 branches d'activité). <p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Utilisées par les organismes chargés de formuler la politique macroéconomique, dont la Banque du Canada, le ministère des Finances et les administrations provinciales, pour surveiller l'évolution à court et à long terme de l'économie, pour formuler des politiques permettant d'orienter cette évolution et décider du moment opportun de leur mise en œuvre. ● Les données sur les branches d'activité aident aussi les personnes chargées d'élaborer les politiques microéconomiques, comme les cadres des banques commerciales et les courtiers en valeurs mobilières à évaluer les risques et les débouchés liés à la conduite d'affaires dans certaines branches d'activité.
			Balance des paiements	Trimestrielle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Ces statistiques sont indispensables pour l'étude des flux monétaires et du contrôle étranger. À ce titre, elles jouent un rôle important dans la compréhension des taux de change et sont utilisées pour élaborer la politique monétaire et la politique en matière de contrôle étranger. (Les données de la balance des paiements sont utilisées par la Banque du Canada, Finances Canada et d'autres ministères fédéraux et provinciaux.)

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> ● Les données de la balance des paiements sont des données essentielles qui permettent de surveiller et de prédire la performance économique du Canada et qui représentent une composante importante du Système des comptes nationaux. ● Les statistiques sur les entreprises multinationales donnent une idée de l'importance et de l'incidence du contrôle qu'exercent ces entreprises sur l'industrie canadienne. ● Enfin, les données sur la balance des paiements sont transmises régulièrement au Fonds monétaire international et à l'Organisation de coopération et de développement économiques qui s'en servent pour analyser la situation internationale et pour élaborer des politiques.
			Entrées-sorties		<p>Information produite :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Comptes de production de base du Système des comptes nationaux, avec tous les détails par industrie et par produit ou service. ● PIB (fondé sur les revenus) par branche d'activité, estimations du PIB au coût des facteurs par branche d'activité en prix constants et PIB (fondé sur les dépenses) par bien ou service, en prix courants ainsi que constants. ● Estimation des subventions et des impôts indirects par bien ou service et par industrie aux niveaux national et provincial. ● Tableaux et modèles d'entrées-sorties aux niveaux national et interprovincial, échanges commerciaux interprovinciaux. <p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les ministères et les organismes gouvernementaux, les universités, les institutions, les sociétés et les conseillers privés se servent des statistiques d'entrées-sorties comme source unique de statistiques économiques intégrées. ● Les ministères des Finances et de l'Industrie se servent des tableaux d'entrées-sorties pour analyser les mesures fiscales et pour examiner les modifications structurelles de l'économie nationale. ● Les institutions et les analystes privés se servent des tableaux d'entrées-sorties pour surveiller la situation et les résultats des secteurs industriels par rapport à l'économie nationale ou provinciale globale, ainsi que leur exposition au commerce international (incidences de l'ALENA ou de la réduction des barrières commerciales interprovinciales ou des modifications importantes de la politique).

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> À compter de l'année de référence 1997, on doit se servir de la base de données des tableaux interprovinciaux d'entrées-sorties pour calculer la répartition des recettes de la taxe de vente harmonisée entre les provinces participantes.
		Cadre financier	Statistiques sur les bénéfices des sociétés	Trimestrielle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration et évaluation de la politique gouvernementale : Résultats financiers des entreprises, impôt des sociétés, concentration des ressources financières, sources des fonds et accès à ces derniers, contrôle étranger des entreprises, contrôle canadien des entreprises, activités syndicales et finances. Transports Canada et les administrations provinciales se servent des statistiques sur le transport pour élaborer la réglementation et les politiques. Agriculture Canada et les administrations provinciales se servent des statistiques sur l'agriculture pour élaborer les politiques et la réglementation. Entreprises : Résultats financiers relatifs (au Canada et à l'étranger), décisions en matière d'investissement, décisions en matière de financement, décisions en matière de commercialisation. Entrées dans d'autres séries de données : Indispensables pour suivre des modifications de l'actif et du passif financiers des branches d'activité financière et de certaines branches d'activité non financière; produit domestique réel par branche d'activité; tableaux d'entrées-sorties et données du bilan sur l'actif et le passif financiers des branches d'activité non financière et de certaines branches d'activité financière. La production de ces données est prévue par la <i>Loi sur les arrangements fiscaux</i> aux fins de leur utilisation dans la formule du calcul des transferts.
		Production et commerce	Commerce international	Mensuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ministères ont besoin de données sur le commerce pour évaluer la compétitivité du Canada sur la scène internationale, pour participer efficacement aux négociations sur les échanges internationaux et les tarifs, pour élaborer des politiques d'échange commerciaux et pour encourager la compétitivité sur la scène internationale.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> • Dans le secteur privé, les données sur le commerce sont absolument indispensables pour déterminer les parts de marché, pour surveiller les tendances des prix, pour cerner les marchés d'importation et d'exportation et pour se protéger contre les pratiques commerciales déloyales. • Données d'entrées essentielles dans le Système des comptes nationaux (indicateurs des prix en dollars courants, déflateurs des prix et dollars constants produits pour les comptes trimestriels du SCN). En 1998, la valeur des exportations représentait, à elle seule, plus de 37 % du PIB du Canada. • L'actualité et le niveau de détail des données sur le commerce en font un indicateur économique d'une utilité immédiate tant pour les petites que pour les grandes entreprises. Leur demande s'accroît donc, à cause de l'évolution de la scène commerciale internationale, de la mondialisation plus prononcée, de la libéralisation accrue du commerce et de la baisse générale des tarifs. • En outre, le protocole d'entente sur l'échange des données avec les États-Unis rend la production de ces données obligatoire (la collecte des données est régie par la <i>Loi sur les douanes</i>).
			Fabrication	Mensuelle et annuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Données d'entrée essentielles pour le Système des comptes nationaux. (Le programme des données sur les industries manufacturières est un système important d'alimentation du Système des comptes nationaux, qui permet la publication de séries de données macroéconomiques essentielles, telles que les tableaux d'entrées-sorties, le produit intérieur brut et les comptes des revenus et dépenses.) • À titre d'indicateur économique essentiel à court terme, l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM) a une incidence sur le taux de change, la politique de la Banque du Canada concernant les taux d'intérêt et les marchés boursiers. • Les entreprises privées se servent à grande échelle des données sur les industries manufacturières pour prendre des décisions concernant la production, la commercialisation, l'investissement et les exportations. (Par exemple, les entreprises se servent de l'information en combinaison avec les données sur les importations et sur les exportations pour calculer leur part du marché intérieur et déterminer s'il est possible de pénétrer davantage ce marché.)

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> Les associations d'entreprises se servent des données pour renseigner leurs membres et pour prendre des décisions stratégiques. (Par exemple, l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs se sert régulièrement des données de l'EMIM pour réaliser les analyses économiques et les prévisions présentées dans les revues de l'association.) Les administrations provinciales se servent à grande échelle des données provinciales tirées de l'EMIM pour surveiller le bien-être économique de leur base de production industrielle.
			Statistiques mensuelles sur le commerce de détail		<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <p>Les statistiques sur le commerce de détail donnent une indication précoce de l'évolution du secteur économique des dépenses qui, à son tour, représente 25 % du montant des comptes de dépenses du produit intérieur brut. À ce titre, elles constituent un important indicateur économique à court terme, que surveillent assidûment le ministère des Finances, la Banque du Canada, les ministères provinciaux des Finances, les banques et les conseillers économiques. Ces enquêtes fournissent des renseignements sur la performance des secteurs du commerce de gros et de détail que les gouvernements utilisent pour élaborer les programmes et les politiques de portée nationale, régionale et provinciale. Par exemple, les estimations des ventes au détail servent d'entrées dans le calcul des paiements de péréquation et de la répartition des recettes de la TVH. Les données sur les commerces de gros et de détail sont également utilisées par le monde des affaires pour analyser les conditions du marché et faciliter les prises de décision. En outre, les données sur les ventes au détail sont un indicateur important de la confiance du consommateur.</p>
		Données économiques provinciales : analyse macro-économiques et micro-économiques	Comptes provinciaux	Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> Utilisées dans la formule de répartition des recettes de la taxe de vente harmonisée. Utilisées par les administrations provinciales et les entreprises pour analyser les progrès courants et prévoir les progrès futurs.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
	Social	Travail (offre)	Enquête sur la population active	Mensuelle	<p>L'Enquête sur la population active est la seule source d'estimations mensuelles globales de l'emploi et du chômage. Les données sont produites au niveau national, provincial et infra-provincial. L'enquête est une source abondante de renseignements sur le marché du travail, recoupée selon les caractéristiques démographiques, comme l'âge, le sexe, le niveau de scolarité, la composition de la famille, la profession. Les données peuvent également être recoupées selon les caractéristiques de l'emploi, comme la branche d'activité, la catégorie de travailleurs (travailleurs autonomes c. travailleurs rémunérés), le nombre d'heures de travail, la rémunération horaire ou hebdomadaire, la période d'occupation de l'emploi, l'adhésion à un syndicat ou la taille de l'entreprise. Les données collectées dans le cadre de l'enquête sont cohérentes pour la plupart des variables quand on remonte jusqu'à 1976, et appuient l'analyse de l'évolution cyclique et structurelle du marché du travail.</p> <p>Utilisation des données et principaux bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ● On se sert des données pour planifier et élaborer les politiques macroéconomiques et budgétaires et pour évaluer leurs effets sur l'économie (niveau et taux d'emploi et de chômage, répartition des salaires). ● On se sert des taux de chômage calculés d'après les données de l'enquête pour établir le droit aux prestations de l'assurance-emploi, ainsi que la durée du versement des prestations. <p>Ces données représentent les indicateurs les plus précoces de la performance économique du pays et, à ce titre, sont utilisées par les administrations fédérales et provinciales, les entreprises, les syndicats, les chercheurs et les membres du public pour cerner et interpréter les tendances économiques et sociales.</p>
	Économique	Travail (demande)	Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures	Mensuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <p>L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) renseigne les membres du public et les utilisateurs du secteur privé sur les niveaux et sur les tendances mensuelles de l'emploi rémunéré, des gains et du nombre d'heures de travail. Les données tirées de l'enquête sont la source principale des données qui servent à calculer le revenu du travail dont a besoin le Système des comptes nationaux. Le revenu du travail est la composante la plus importante du produit intérieur brut dans les comptes nationaux et provinciaux/territoriaux des revenus et dépenses. La compréhension globale du marché du travail dépend fortement de la mesure du revenu du travail.</p>

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<p>Les données sur les « gains hebdomadaires moyens » sont utilisées pour indexer les versements au titre du Régime de pensions du Canada et les primes et les prestations familiales versées au titre de l'assurance-emploi. On se sert aussi des données sur les gains hebdomadaires moyens dans le cadre des législations et réglementations provinciales, comme la <i>Loi sur l'assurance automobile du Québec</i> et des <i>Lois sur les accidents du travail</i> du Québec, de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique. En outre, on rajuste le niveau des traitements des juges, des lieutenants-gouverneurs, des députés et des sénateurs d'après ces données.</p> <p>De façon plus générale, les données de l'EERH sont utilisées pour élaborer les politiques macro et microéconomiques, ainsi que pour réaliser des études de productivité et des analyses de la croissance à long terme. Les données sur l'emploi et de la rémunération sont généralement utilisées par tous les paliers de gouvernement quand ils étudient les disparités régionales. Dans le secteur privé, on s'en sert souvent pour analyser les marchés et pour déterminer où implanter des entreprises, ainsi que pour préparer des soumissions et réaliser des analyses économétriques.</p> <p>Les données sur les gains et sur les salaires sont nécessaires pour comprendre les tendances inflationnistes de l'économie.</p>
		Revenu	Revenus et dépenses des familles		<p>Fournit des données sur le niveau et sur la répartition des revenus des familles et des particuliers au Canada, y compris le revenu tiré d'un emploi, les paiements de transfert et les autres sources de revenu, et sur les profils des dépenses des ménages et des familles.</p> <p>Utilisations des données et principaux bénéficiaires Les données sont utilisées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● déterminer la répartition des revenus de groupes de population, élaborer des politiques et des programmes de soutien du revenu, de bien-être social et de logement, et pour en évaluer et en surveiller les effets et les coûts; ● mettre à jour les coefficients de pondération statistique appliqués à l'IPC et évaluer les effets de divers régimes de taxation; ● évaluer les problèmes d'ordre politique qui préoccupent les administrations, les entreprises et les groupes s'intéressant aux questions sociales en ce qui a trait aux effets de l'impôt et aux impôts indirects, aux « mesures de la répartition du revenu » (question du seuil de pauvreté) et à la redistribution des richesses entre divers secteurs de la population;

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> fournir des renseignements sur les dépenses personnelles au Système des comptes nationaux. <p>Les données sont utilisées par les ministères qui forment les politiques fédérales importantes (Développement des ressources humaines, Santé Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Finances).</p>
		Santé	Services de santé	Annuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les données sont utilisées aux paliers fédéral, provincial et municipal pour la mise en place et l'administration de programmes de services de santé et de soins en établissement, et d'administration et de financement des services de santé. Les données sont produites pour appuyer la législation fédérale ou provinciale, comme la <i>Loi sur la santé du Canada</i>. Les données permettent d'analyser l'offre et les coûts des services de santé; de surveiller les tendances en ce qui concerne la prévalence et le traitement de la maladie; d'élaborer la politique, la législation et les programmes en matière de services de santé; de surveiller l'exécution des programmes existants financés par divers paliers de gouvernement et de mener des études spéciales.
			État de santé		<ul style="list-style-type: none"> Les données sont utilisées par les administrations fédérales et provinciales pour élaborer des politiques et des programmes visant à améliorer la santé des Canadiens et pour contrôler la mise en application de ces programmes et politiques.
		Éducation	Établissements d'enseignement	Annuelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Programme de la statistique de l'éducation est la seule base de données intégrées recoupant les diverses provinces qui permettent de produire des données normalisées et comparables d'une province à l'autre. Les ministères provinciaux de l'éducation, du travail et de l'emploi et le Conseil des ministres de l'éducation. Au palier fédéral, les statistiques sur l'éducation sont utilisées pour appuyer le Programme des langues officielles dans l'enseignement et le Programme d'aide à l'éducation d'Héritage Canada, les modèles d'offre et de demande de DRHC concernant les diverses professions et l'analyse du financement des programmes existants par le ministère des Finances. Les associations nationales, comme l'Association des universités et collèges du Canada et l'Association des collèges communautaires du Canada.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> ● Les entreprises du secteur privé, comme les maisons d'édition et les fabricants de matériel éducatifs. ● Les organismes de recherche, comme le Conference Board du Canada. ● Les chercheurs universitaires, les conseillers et les commissions. ● Les membres du public, par l'entremise des médias. ● Les organismes internationaux, comme l'OCDE, l'UNESCO et le Secrétariat du Commonwealth.
		Culture		Annuelle	<p>Le Bureau produit des données sur les établissements et les branches d'activité culturelles du Canada, y compris des données sur la création, la production, la diffusion, la consommation et la conservation de produits et de services.</p> <p>Il produit aussi des données sur les dépenses publiques au titre des activités culturelles et sur les caractéristiques des artistes créateurs et du spectacle.</p> <p>Enfin, il produit des données sur les activités culturelles pour permettre l'élaboration de politiques nationales en matière de culture et la surveillance de leur mise en application.</p> <p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les ministères fédéraux, comme Héritage Canada, le Conseil des Arts du Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Environnement Canada. ● Les ministères de la culture et les conseils des arts provinciaux. ● Les entreprises du secteur privé, comme celles des branches de l'édition, de l'enregistrement sonore, du film cinématographique et de la vidéo, de la télévision et de l'édition de quotidiens et de périodiques. ● Les groupes d'intérêt, comme la Conférence canadienne des arts et les associations professionnelles dans le domaine des arts et de la culture. ● Les organismes internationaux, comme l'UNESCO et l'OCDE. ● Les chercheurs universitaires et les experts-conseils.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
		Justice		Annuelle	<p>Le programme couvre les systèmes de justice pénale et civile, y compris les mesures d'application de la loi, les poursuites, l'aide juridique, les tribunaux et les services correctionnels.</p> <p>Les données servent à déterminer l'importance de la criminalité, à mettre au point des indicateurs d'efficacité et d'efficience, à prédire la charge de travail des divers secteurs du système, à observer l'effet des politiques et à repérer les besoins de changement.</p> <p>Utilisation et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministères provinciaux et fédéraux chargés de rendre la justice et leurs représentants. • Groupes d'intérêt, comme l'Association canadienne des chefs de police, l'Association canadienne de justice pénale, diverses associations de juges (juges du tribunal de la famille).
Recensement de la population		Données estimatives de recensement		Quinquennale	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <p>Données estimatives de recensement</p> <ul style="list-style-type: none"> • fournissent des renseignements complets, intégrés et cohérents qui permettent d'analyser les problèmes sociaux et économiques qui préoccupent les Canadiens (p. ex. éducation et formation, immigration, multiculturalisme, programmes de soutien du revenu, soins aux enfants et aux personnes âgées et logement); • fournissent des renseignements sur des groupes de population particuliers (p. ex. minorités visibles, Autochtones, minorités des langues officielles) qui sont des cibles importantes de la politique gouvernementale; • appuient la planification et l'exécution des programmes des administrations provinciales et locales (p. ex. services de santé, éducation, réseaux de transport, police, protection contre les incendies et services d'urgence); • fournissent les données nécessaires pour concevoir des enquêtes par sondage pour obtenir des estimations courantes de l'emploi, du chômage, des revenus et des dépenses des familles, ainsi que d'autres variables qui intéressent les administrations, l'industrie, les syndicats et le grand public; • fournissent, grâce à l'exécution d'enquête postcensitaires, le seul moyen efficace de combler les lacunes statistiques importantes pour certaines populations (p. ex. les personnes handicapées, les Autochtones) dont les membres sont difficiles à étudier par d'autres moyens; • fournissent des données permettant d'étudier des questions importantes qui, parce qu'elles n'évoluent que lentement au cours du temps (p. ex. transferts de langage), ne peuvent être évaluées avec précision grâce aux enquêtes par sondage.

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
		Estimations démographiques	Estimations nationales-provinciales	Annuelle et trimestrielle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les estimations démographiques fournissent des chiffres de population à jour et des estimations qui servent directement au calcul des paiements de transfert fédéraux-provinciaux et des paiements faits au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest : le biaisement des estimations démographiques, si on ne disposait pas de données de recensement pour étalonner les estimations, pourrait mener à des erreurs de calcul se chiffrant à des milliards de dollars. • Ministères fédéraux — large éventail d'ententes fédérales-provinciales. • Citoyenneté et Immigration — détermination des objectifs d'immigration. • Finances — planification financière et prévisions économiques. • Santé Canada — analyse de la structure par âge de la population pour la mise en place de programme de soutien. • Administrations provinciales — analyse du développement financier et économique, et accords de partage entre administrations provinciales et locales. • SCHL — planification et prévisions en matière de logement. • Les chiffres de population sont des éléments fondamentaux du calcul des taux de chômage, du PNB par habitant, des statistiques de l'état civil et de l'étalonnage des enquêtes. • Les statistiques de l'état civil sont utilisées à grande échelle par les administrations et par les membres du public comme indicateurs des tendances démographiques et du bien-être social. • Renseignements nécessaires pour appuyer les ententes financières fédérales-provinciales et la <i>Loi sur les programmes établis</i>. • Les tendances démographiques, y compris celles de la migration, sont des éléments fondamentaux de la plupart des exercices de planification économique et sociale.
		Projections démographiques		Occasionnelle	<p>Utilisations et utilisateurs :</p> <p>Les projections démographiques sont utilisées à plusieurs fins, dont la recherche, la planification et l'élaboration des politiques.</p> <p>Recherche :</p> <p>On se sert de projections pour simuler les populations futures, par exemple pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer le vieillissement de la population et étudier son incidence sur la composition et la structure par âge future de la population canadienne;

Secteur d'activité	Type de service	Domaine visé	Indicateurs socioéconomiques	Fréquence	Utilisations et utilisateurs
					<ul style="list-style-type: none"> ● étudier l'effet de l'immigration, de la diminution de la fécondité ou de la migration différentielle sur la répartition spatiale de la population; ● prévoir la composition ethnique future de la population canadienne. <p>Planification :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les entreprises privées se servent des projections démographiques pour planifier la production de divers biens, comme les aliments, les logements, les vêtements, les couches; ● les organismes publics utilisent les projections démographiques pour planifier leurs programmes, notamment les réseaux de transport urbains, le recrutement d'agents de police, la construction d'écoles et les besoins d'enseignants, le nombre de lits d'hôpitaux nécessaires, ou le nombre de médecins et d'infirmières nécessaires dans l'avenir; <p>Politiques gouvernementales :</p> <p>Les administrations se servent des projections démographiques pour élaborer les politiques, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● déterminer l'âge de la retraite, mettre en place des régimes de pension; ● déterminer les politiques de soutien familial, comme les allocations familiales ou l'aide aux familles monoparentales; ● élaborer une politique énergétique ou de conservation de l'énergie; ● planifier le prochain recensement ou les prochaines élections générales.